

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 908

29 mars 2016

### SOMMAIRE

2PM Investment Sicav .....	43544	Marsan Holding S.A. ....	43542
Aceras Investment S.A. ....	43540	Nikkei Invest Corporation S.A., SPF .....	43542
AGR Trading (Lux) SICAV/SIF .....	43579	Partners Group HAEK Private Debt S.A., SI- CAV-SIF .....	43569
Belfund SICAV .....	43554	RTD Luxembourg S.à r.l. ....	43581
Bermonze Investissement S.A. ....	43538	RZ Finance S.à r.l. ....	43584
BGL BNP Paribas .....	43545	Saltoro Holding S.à r.l. ....	43539
Boni Mores S.à r.l. ....	43582	Setralux S.A. ....	43549
Coleman Street Investments .....	43544	Share .....	43545
Cresos S.A. ....	43548	Skóra A.G. ....	43543
Cyriel Investissement S.A. ....	43539	Smart Games Hungary Kft, Luxembourg Branch .....	43541
DFT Invest S.A. ....	43582	Soludim S.à r.l. ....	43543
Dual Return Fund (Sicav) .....	43552	Subsea 7 S.A. ....	43553
Electro CG s.à r.l. ....	43544	Telecom Italia Finance .....	43554
Euro Marine Services SA .....	43541	UniInstitutional Basic Emerging Markets ...	43547
Evermore S.A. ....	43540	UniInstitutional Basic Emerging Markets ...	43548
F.G.G. S.A. ....	43583	UniInstitutional Basic Global Corporates HY .....	43548
Foxitec S.A. SPF .....	43543	UniInstitutional Basic Global Corporates HY .....	43548
Geninvest Group S.A. ....	43540	UniInstitutional Basic Global Corporates IG .....	43582
Hermes Development S.A. ....	43538	UniInstitutional Basic Global Corporates IG .....	43547
Horten Invest .....	43547	Valau S.A. ....	43542
IFICOM Financial Company S.A. ....	43541	Vietnam Emerging Market Fund SICAV ....	43546
Jomeline Strategies S.A. ....	43539	Vivaro Holdings S.A. ....	43543
Larizen Private S.A. SPF .....	43547		
Lions Gate International Slate Investment S.A. .....	43538		
Locadis S.A. ....	43548		
LRH S.A. ....	43545		
Mac Bim S.A. ....	43583		

**Bermonze Investissement S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 143.907.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE**qui se tiendra le *18 avril 2016* à 15.30 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:*Ordre du jour:*

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2015 ;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2015 ;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2015 ;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes ;
6. nomination éventuelle d'un nouvel administrateur ;
7. divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2016079093/10/19.

**Hermes Development S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 179.164.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

**L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE**qui se tiendra le *18/04/2016* à 10.30 heures au siège avec pour*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes arrêtés au 31/12/2015
3. Affectation des résultats au 31/12/2015
4. Quitus aux Administrateurs et au Commissaire
5. Divers

Pour assister à cette Assemblée, Messieurs les Actionnaires, sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au Siège Social.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2016084588/18.

**Lions Gate International Slate Investment S.A., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 193.789.

*Extrait des résolutions prises par l'actionnaire unique en date du 19 janvier 2016*

1. Madame Sophie PERRIN-JANET a démissionné de son mandat d'administrateur de classe B avec effet au 18 décembre 2015.

2. Madame Myla BAGUILAT TOLENTINO, administratrice de sociétés, née le 15 juin 1980 à Kiangang Ifugao (République des Philippines), demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommée comme administrateur de classe B pour une durée indéterminée avec effet au 18 décembre 2015.

Luxembourg, le 19 janvier 2016.

Pour extrait sincère et conforme

*Pour Lions Gate International Slate Investments S.A.*

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2016053714/17.

(160012392) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2016.

**Jomeline Strategies S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 143.320.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le *18 avril 2016* à 11.30 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2015
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2015 ;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2015 ;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ;
5. ratification de la cooptation d'un administrateur et décharge accordée à l'administrateur démissionnaire ;
6. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes ;
7. nomination des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes ;
8. divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2016079094/10/20.

---

**Cyriel Investissement S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 143.910.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le *18 avril 2016* à 14.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2015 ;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2015 ;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2015 ;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes ;
6. nomination éventuelle d'un nouvel administrateur ;
7. nomination éventuelle d'un nouveau Commissaire aux Comptes ;
8. divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2016079095/10/20.

---

**Saltoro Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 172.306.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 04 Février 2016.

Saltoro Holding S.à r.l.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Signature

*Gérant*

Référence de publication: 2016070070/14.

(160032914) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2016.

---

**Geninvest Group S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1368 Luxembourg, 40, rue du Curé.

R.C.S. Luxembourg B 149.344.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

Qui se tiendra au 40 rue du Curé, L-1368 Luxembourg, en date du *14 avril 2016* à 14 heures 30, avec l'ordre du jour suivant :

*Ordre du jour:*

1. Discussion et approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2015 ;
2. Discussion sur le rapport du Commissaire ;
3. Octroi de la décharge, telle que requise par la loi, aux Administrateurs et au Commissaire pour les fonctions exercées par ceux-ci dans la société durant l'exercice social qui s'est terminé le 31 décembre 2015 ;
4. Décision de l'affectation du résultat réalisé au cours de l'exercice écoulé ;
5. Le cas échéant, décision conformément à l'article 100 de la LCSC ;
6. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2016084590/1004/19.

---

**Evermore S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1368 Luxembourg, 40, rue du Curé.

R.C.S. Luxembourg B 149.348.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

Qui se tiendra au 40 rue du Curé, L-1368 Luxembourg, en date du *14 avril 2016* à 14 heures, avec l'ordre du jour suivant :

*Ordre du jour:*

1. Discussion et approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2015 ;
2. Discussion sur le rapport du Commissaire ;
3. Octroi de la décharge, telle que requise par la loi, aux Administrateurs et au Commissaire pour les fonctions exercées par ceux-ci dans la société durant l'exercice social qui s'est terminé le 31 décembre 2015 ;
4. Décision de l'affectation du résultat réalisé au cours de l'exercice écoulé ;
5. Le cas échéant, décision conformément à l'article 100 de la LCSC ;
6. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2016084591/1004/18.

---

**Aceras Investment S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 148.286.

**CLÔTURE DE LIQUIDATION**

*Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale extraordinaire le 28 décembre 2015*

1. L'Assemblée décide de donner décharge au liquidateur, C.G. Consulting, ayant son siège social 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg pour l'exécution de son mandat.
2. Après avoir examiné le rapport du commissaire-vérificateur, Co-Ventures S.A., ayant son siège social 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, l'Assemblée décide de lui donner décharge pour l'exécution de son mandat.
3. L'Assemblée décide de clôturer la liquidation.
4. L'Assemblée décide que les documents et registres de la société seront conservés pendant une période de cinq ans suivant la publication de la présente résolution au Journal officiel au 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg.  
Luxembourg, le 28 décembre 2015.

Référence de publication: 2016056467/17.

(160016729) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2016.

---

**Smart Games Hungary Kft, Luxembourg Branch, Succursale d'une société de droit étranger.**

Adresse de la succursale: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 142.332.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2014 de Smart Games Hungary KFT ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2016056281/12.

(160015157) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2016.

---

**IFICOM Financial Company S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1368 Luxembourg, 40, rue du Curé.

R.C.S. Luxembourg B 154.548.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

Qui se tiendra au 40, rue du Curé, L-1368 Luxembourg, en date du *14 avril 2016* à 18 heures, avec l'ordre du jour suivant :

*Ordre du jour:*

1. Discussion et approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2014 et au 31 décembre 2015 ;
2. Discussion sur le rapport du Commissaire portant sur les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2014 et au 31 décembre 2015 ;
3. Octroi de la décharge, telle que requise par la loi, aux Administrateurs et au Commissaire pour les fonctions exercées par ceux-ci dans la société durant les exercices qui se sont clôturés le 31 décembre 2014 et le 31 décembre 2015 ;
4. Décision de l'affectation du résultat réalisé au cours des exercices 2014 et 2015 ;
5. Le cas échéant, décision conformément à l'article 100 de la LCSC ;
6. Modification et renouvellement au sein du Conseil d'administration et renouvellement du mandat du commissaire
7. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2016084589/1004/21.

---

**Euro Marine Services SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller.

R.C.S. Luxembourg B 81.718.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

des actionnaires qui aura lieu le *15 avril 2016* à 14 heures au siège social de la Société, 3-7, rue Schiller à Luxembourg avec l'ordre du jour suivant :

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux comptes sur les Comptes annuels de l'exercice se terminant au 31/12/2015.
2. Approbation des Comptes annuels (Bilan et Comptes de Pertes & Profits) pour l'exercice se terminant au 31/12/2015 - affectation du résultat.
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes pour l'exercice écoulé.
4. Nominations statutaires
5. Divers

*Pour le Conseil d'Administration*

M. Jadot  
Administrateur

F. Bracke  
Administrateur

Référence de publication: 2016084592/21.

---

**Valau S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 35.284.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui aura lieu jeudi *07 avr. 2016* à 10:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant :

*Ordre du jour:*

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2015.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Renouvellement et / ou nomination des administrateurs et du commissaire aux comptes.
5. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2016080595/1267/16.

---

**Marsan Holding S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint-Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 39.761.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui aura lieu jeudi *07 avr. 2016* à 17:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant :

*Ordre du jour:*

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2015.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2016080596/1267/16.

---

**Nikkei Invest Corporation S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F.Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 44.354.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE**

de NIKKEI INVEST CORPORATION S.A., SPF Société Anonyme Société de Gestion de Patrimoine Familial 44, avenue JF Kennedy L-1855 LUXEMBOURG R.C.S. Luxembourg B 44 354 qui se tiendra le vendredi *8 avril 2016* à 15.00 heures au siège social avec pour :

*Ordre du jour:*

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2015 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Délibération et décision sur la continuité des activités de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du commissaire aux comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2016080599/755/22.

---

**Vivaro Holdings S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.  
R.C.S. Luxembourg B 107.199.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui aura lieu vendredi 8 avr. 2016 à 09:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant :

*Ordre du jour:*

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2015.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Renouvellement et / ou nomination des administrateurs et du commissaire aux comptes..
4. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
5. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2016080594/1267/16.

---

**Foxitec S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.  
R.C.S. Luxembourg B 35.276.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui aura lieu jeudi 07 avr. 2016 à 15:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant :

*Ordre du jour:*

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2015.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Renouvellement et / ou nomination des administrateurs et du commissaire aux comptes.
5. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2016080597/1267/16.

---

**Soludim S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2221 Luxembourg, 361, rue de Neudorf.  
R.C.S. Luxembourg B 122.039.

*Résolution du 22 janvier 2016*

Par décision de l'associé unique, l'adresse de la société est transférée du  
223, rue de Cessange L-1321 Luxembourg  
au

361, rue de Neudorf L-2221 Luxembourg

Référence de publication: 2016056282/12.

(160016491) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2016.

---

**Skóra A.G., Société Anonyme.**

Siège social: L-5612 Mondorf-les-Bains, 56A, avenue François Clément.  
R.C.S. Luxembourg B 52.794.

Die Hauptversammlung hat mit Datum vom 8. Januar 2016 beschlossen, das Mandat der Gesellschaft EUROPEN AUDIT, 11, Rue Hiel, 7390 Blaschette, als Rechnungskom-missar, bis zur Hauptversammlung, die im Jahr 2020 stattfinden wird, zu verlängern.

Référence de publication: 2016056313/10.

(160015715) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2016.

---

**Electro CG s.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5811 Fentange, 134, rue de Bettembourg.

R.C.S. Luxembourg B 166.836.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016068632/9.

(160031407) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2016.

---

**Coleman Street Investments, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 175.811.

The shareholders of Coleman Street Investments are invited to the

**ANNUAL GENERAL MEETING**

(" AGM ") of the Company which will take place on *20 April 2016* at 2 p.m. (CET) at the registered office of the Company, 287, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg with the following agenda :

*Agenda:*

1. Approval of the report of the board of directors and of the independent auditor.
2. Approval of the annual accounts of the Company as of 31 December 2015 and allocation of the results.
3. Ratification of the dividends which have been paid in respect of the financial year ended 31 December 2015.
4. Discharge to be given to the members of the board of directors.
5. Statutory elections.
6. Independent auditor's mandate.
7. Miscellaneous.

The owners of registered shares wishing to attend or to be represented at the Meeting are admitted upon proof of their identity, subject to having made known their intention to take part in the Meeting at least five days before the Meeting.

The meeting will validly deliberate regardless of the number of shares present or represented and the decisions will be taken by a simple majority of the shares present or represented. Every share, whatever its unit value, gives the right to one vote. Fractional shares shall have no voting right.

*The Board of Directors.*

Référence de publication: 2016084586/755/24.

---

**2PM Investment Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 152.774.

Shareholders are kindly invited to attend the

**ANNUAL GENERAL MEETING**

which will be held at the registered office on Tuesday *April 19, 2016* at 11.30 a.m. with the following agenda:

*Agenda:*

1. Board of Directors' report
2. Auditors' report
3. Review and approval of the annual accounts as at December 31, 2015
4. Discharge to the Directors
5. Allocation of the result
6. Statutory appointments
7. Miscellaneous

The shareholders are advised that no quorum is required for the items on the agenda of the Annual General Meeting and that decisions will be taken by a simple majority of the votes cast by shareholders present or represented at the Meeting.

The annual report is available on demand, free of charge, at the registered office of the Company.

*The Board of Directors.*

Référence de publication: 2016084587/755/21.

---



**Share, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 28.744.

Les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le lundi 18 avril 2016 à 10h00 au siège social de la Société, pour délibérer et voter sur l'ordre du jour suivant :

*Ordre du jour:*

1. Rapport du Conseil d'Administration
2. Rapport du Réviseur d'Entreprises
3. Examen et approbation des comptes annuels au 31.12.2015
4. Décharge à donner aux Administrateurs
5. Affectation du résultat
6. Nominations statutaires
7. Divers

Les actionnaires sont informés que l'Assemblée Générale Ordinaire n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, devront réunir la majorité simple des voix exprimées des actionnaires présents ou représentés à l'Assemblée.

Le rapport annuel est disponible sur demande, et sans frais, auprès du siège social de la Société.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2016084585/755/23.

---

**LRH S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.  
R.C.S. Luxembourg B 172.914.

*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale annuelle en date du 30 décembre 2015*

La dénomination du Commissaire aux Comptes, à savoir la Fiduciaire Jean-Marc Faber & Cie Sàrl, ayant son siège au 63-65, rue de Merl, L-2146 Luxembourg, a changé en ACCOUNTIS S.à r.l. Dès lors, il y a lieu de procéder à la modification auprès du RCS.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

LRH S.A.

Référence de publication: 2016056087/14.

(160015830) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2016.

---

**BGL BNP Paribas, Société Anonyme.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 50, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 6.481.

Nous prions Mesdames et Messieurs les actionnaires de BGL BNP Paribas S.A. de bien vouloir assister à

**L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE**

qui se tiendra au siège social à Luxembourg, 50, avenue J.F. Kennedy, le jeudi 7 avril 2016 à 11.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. rapport de gestion du Conseil d'administration
2. approbation des comptes annuels et des comptes consolidés de l'exercice 2015
3. affectation des résultats
4. décharge à donner aux administrateurs
5. nominations statutaires
6. divers

En application de l'article 27 des statuts de la banque, les actionnaires désireux d'assister à l'Assemblée Générale Ordinaire doivent obtenir une carte d'entrée moyennant blocage de leurs titres auprès de BGL BNP Paribas au plus tard pour le 1<sup>er</sup> avril 2016.

Il est rappelé aux actionnaires qu'en vertu de l'article 28 des statuts «tout actionnaire peut se faire représenter par un mandataire ayant lui-même le droit de vote et ayant rempli les conditions énumérées pour être admis à l'assemblée». Les procurations éventuelles devront être déposées au siège social de BGL BNP Paribas au plus tard le vendredi 1<sup>er</sup> avril 2016.

Nous rappelons par ailleurs aux actionnaires que l'Assemblée Générale des actionnaires réunie par-devant notaire le 19 février 2016 a procédé à:

- l'annulation de toutes les actions au porteur non immobilisées auprès Fidupar S.A. (dépositaire immobilisation), déposées auprès des systèmes de règlement des opérations sur titres Clearstream Banking S.A. ou Euroclear Bank S.A. ou transformées en actions nominatives à la date du 18 février 2016 conformément aux dispositions de la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur,
- l'adoption de la seule forme nominative pour toutes les actions de la société,
- la suspension immédiate, jusqu'à l'inscription de l'actionnaire au registre des actions nominatives, de tous les droits attachés aux actions au porteur non annulées, incluant en particulier mais sans limitation le droit de percevoir un dividende, d'être convoqué, d'exercer le droit de vote.

Nous prions donc les propriétaires d'actions au porteur déposées auprès des systèmes de règlement des opérations sur titres Clearstream Banking S.A. ou Euroclear Bank S.A. de contacter dans les meilleurs délais leur banque dépositaire afin d'accomplir les formalités d'inscription dans le registre des actions nominatives de BGL BNP Paribas.

Pour toute question ou demande de formulaire, nous invitons les actionnaires à contacter le service «Matérialité et Conservation Titres» de BGL BNP Paribas au (+352) 42 42-4522 ou (+352) 42 42-3537 ou le Secrétariat Général de BGL BNP Paribas au (+352) 42 42-3929 ou (+352) 42 42-2127.

*Le Conseil d'administration.*

Référence de publication: 2016076930/40.

**Vietnam Emerging Market Fund SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 187.013.

Shareholders of Vietnam Emerging Market Fund SICAV are hereby invited to a second

**EXTRAORDINARY GENERAL SHAREHOLDER MEETING**

which will be held at 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen on 15th of *April 2016* at 11:00 am (Luxembourg time) with the following agenda:

*Agenda:*

1. Amendment of the method of calculation of the net asset value per share.  
Amendment of Article 10 of the Articles of Association:  
Securities of the fund which are officially listed on a stock exchange shall be valued at the last available closing price, which provides a reliable valuation on the trading day preceding the valuation day.  
Securities of the fund which are not officially listed on a securities exchange but traded on a regulated market shall be valued at a price that may not be lower than the bid price and not higher than the offered price of the trading day preceding the valuation day and which the Investment Company deems in good faith to be the best possible price at which the securities can be sold.
2. In connection with subscription orders of fund shares an additional day shall be implemented. Amendment of Article 12 of the Articles of Association:  
Complete subscription orders received by the registrar and transfer agent no later than 2:00 p.m. on a valuation day shall be settled at the issue price of the second following valuation day. Complete orders received by the registrar and transfer agent after 2:00 p.m. on a valuation day shall be settled at the issue price of the valuation day following the second following valuation day.
3. In connection with redemption and/or exchange orders of fund shares an additional day shall be implemented. Amendment of Article 14 of the Articles of Association:  
Complete redemption and/or exchange orders received by the registrar and transfer agent no later than 2:00 p.m. on a valuation day shall be settled at the net asset value per share of the second following valuation day, less any applicable redemption fees and/or exchange fees. Complete orders received by the registrar and transfer agent after 2:00 p.m. on a valuation day shall be settled at the net asset value per share of the valuation day following the second following valuation day, less any applicable redemption fees and/or exchange fees.
4. Updating of the Articles of Association of the Investment Company in terms of legal requirements as well as editorial amendments.  
Affected by the changes is Article 4.

A draft of the new Articles of Association is available at the Investment Company's registered office.

The points on the agenda of the first Extraordinary General Shareholder Meeting held on 8th of March 2016, required a quorum of at least 50 % of the existing share capital which has not been reached. Therefore the convening of a second Extraordinary General Meeting is required.

The items on the agenda of the second Extraordinary General Meeting will require no quorum. Resolutions are taken by a majority of two-thirds of the votes cast.

Shareholders who wish to attend the Meeting are kindly requested to register by close of business on 10th of April 2016 at the latest. If you are unable to attend the Meeting, you may submit a proxy by mail to the registered office of Vietnam Emerging Market Fund SICAV or by facsimile at 00352-44903-4506 or by e-mail at [directors-office@dz-privatbank.com](mailto:directors-office@dz-privatbank.com).

Proxy forms may be obtained by simple request at the same address.

*By order of the Board of Directors*

Référence de publication: 2016076210/795/46.

---

**Larizen Private S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 160.073.

Les comptes annuels au 30.06.2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 février 2016.

*Pour: LARIZEN PRIVATE S.A. SPF*

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2016072291/14.

(160036341) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 2016.

---

**UniInstitutional Basic Emerging Markets, Fonds Commun de Placement.**

Das koordinierte Verwaltungsreglement, welches am 5. Februar 2016 in Kraft tritt, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 5. Februar 2016.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2016064884/10.

(160026664) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2016.

---

**UniInstitutional Basic Global Corporates IG, Fonds Commun de Placement.**

Das koordinierte Sonderreglement, welches am 5. Februar 2016 in Kraft tritt, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 5. Februar 2016.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2016064885/10.

(160026665) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2016.

---

**Horten Invest, Société Anonyme.**

Siège social: L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 184.649.

Les comptes annuels au 24 août 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016066049/9.

(160028514) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2016.

---

**UniInstitutional Basic Emerging Markets, Fonds Commun de Placement.**

Das koordinierte Sonderreglement, welches am 5. Februar 2016 in Kraft tritt, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 5. Februar 2016.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2016064883/10.

(160026663) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2016.

---

**UniInstitutional Basic Global Corporates HY, Fonds Commun de Placement.**

Das koordinierte Sonderreglement, welches am 5. Februar 2016 in Kraft tritt, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 5. Februar 2016.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2016064887/10.

(160026667) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2016.

---

**Locadis S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 98.753.

Les comptes annuels au 28 février 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUO

Référence de publication: 2016066151/10.

(160028111) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2016.

---

**UniInstitutional Basic Global Corporates HY, Fonds Commun de Placement.**

Das koordinierte Verwaltungsreglement, welches am 5. Februar 2016 in Kraft tritt, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 5. Februar 2016.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2016064888/10.

(160026668) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2016.

---

**Cresos S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 97.950.

Le bilan au 31/12/2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, le 22 février 2016.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L - 1013 Luxembourg

Référence de publication: 2016069734/14.

(160033007) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2016.

---

**Setralux S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4422 Belvaux, 2, rue du Brill.  
R.C.S. Luxembourg B 204.915.

---

**STATUTS**

L'an deux mille seize.

Le dix-sept mars.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg).

**A COMPARU**

Monsieur Gilbert IANNARELLI, employé privé, demeurant à F-57700 Hayange, 10, rue du Cimetière, ici représenté par Madame Sara CRAVEIRO, salariée, demeurant professionnellement à L-6475 Echternach, 9, Rabatt, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée en date du 16 mars 2016,

laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par la mandataire du comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistrées avec lui.

Le comparant, représenté comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentaire de dresser l'acte constitutif d'une société anonyme qu'il déclare vouloir constituer et dont il a arrêté les statuts comme suit:

**Dénomination - Siège - Durée - Objet**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé une société anonyme sous la dénomination de SETRALUX S.A..

**Art. 2.** Le siège de la société est établi à Belvaux.

Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg, au moyen d'une résolution de l'actionnaire unique ou en cas de pluralité d'actionnaires, au moyen d'une résolution de l'assemblée générale des actionnaires.

Le conseil d'administration respectivement l'administrateur unique aura le droit d'instituer des bureaux, centres administratifs, agences et succursales partout, selon qu'il appartiendra, aussi bien dans le Grand-Duché qu'à l'étranger.

**Art. 3.** La société est constituée pour une durée illimitée.

**Art. 4.** La Société a pour objet l'exploitation d'une entreprise de construction, l'achat et la vente de matériaux métalliques, et l'exécution de tous les travaux de serrurerie, de chaudronnerie et de tuyauterie.

La Société a également pour objet la prise d'intérêts sous quelque forme que ce soit dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, et toutes autres formes de placement, l'acquisition par achat, souscription et toute autre manière ainsi que par l'aliénation par vente, échange et toute autre manière de toutes valeurs mobilières et de toutes espèces, l'administration, la supervision et le développement de ces intérêts.

La Société pourra prendre part à l'établissement et au développement de toute entreprise industrielle ou commerciale et pourra prêter son assistance à pareille entreprise au moyen de prêts, de garantie ou autrement.

Elle pourra prêter ou emprunter avec ou sans intérêt, émettre des obligations et autres reconnaissances de dettes.

Elle pourra faire toutes les opérations mobilières, immobilières, financières ou industrielles, commerciales ou civiles, liées directement ou indirectement à son objet social. Elle peut réaliser son objet directement ou indirectement en nom propre ou pour compte de tiers, seule ou en association en effectuant toute opération de nature à favoriser ledit objet ou celui des sociétés dans lesquelles elle détient des intérêts.

D'une façon générale, la Société pourra exercer toutes activités généralement quelconques qui pourraient paraître nécessaires à l'accomplissement ou au développement de son objet social

**Capital - Actions**

**Art. 5.** Le capital social est fixé à TRENTE-ET-UN MILLE EUROS (€ 31.000.-), représenté par cinq cents (500) actions d'une valeur nominale de SOIXANTE-DEUX EUROS (€ 62.-) par action.

**Art. 6.** Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

Les actions au porteur sont soumises aux dispositions de la loi du 28 juillet 2014.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La Société pourra racheter ses propres actions dans les limites prévues par la loi.

**Art. 7.** La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action.

S'il y a plusieurs propriétaires par action, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire. Il en sera de même dans le cas d'un conflit opposant l'usufruitier et le nu-propriétaire ou un débiteur et un créancier gagiste.

### Administration - Surveillance

**Art. 8.** En cas de pluralité d'actionnaires, la société doit être administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Si la société est établie par un actionnaire unique ou si à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la société a seulement un actionnaire restant, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un membre, jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs ou l'administrateur unique seront élus par l'assemblée des actionnaires pour un terme qui ne peut excéder six ans et toujours révocables par elle.

Les administrateurs sortants peuvent être réélus.

Le conseil d'administration peut élire parmi ses membres un président et s'il en décide ainsi, un ou plusieurs vice-présidents du conseil d'administration. Le premier président sera désigné par l'assemblée générale.

En cas d'absence du président, les réunions du conseil d'administration sont présidées par un administrateur présent désigné à cet effet.

**Art. 9.** Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président du conseil ou de deux de ses membres.

Les administrateurs seront convoqués séparément à chaque réunion du conseil d'administration. Sauf le cas d'urgence qui doit être spécifié dans la convocation, celle-ci sera notifiée au moins quinze jours avant la date fixée pour la réunion.

Le conseil se réunit valablement sans convocation préalable au cas où tous les administrateurs sont présents ou valablement représentés.

Les réunions du conseil d'administration se tiennent au lieu et à la date indiqué dans la convocation.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou valablement représentée. La présence peut également être assurée par téléphone ou vidéo conférence.

Tout administrateur empêché peut donner par écrit délégation à un autre membre du conseil pour le représenter et pour voter en son lieu et place.

Les résolutions du conseil seront prises à la majorité absolue des votants. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion sera prépondérante.

Les résolutions signées par tous les administrateurs seront aussi valables et efficaces que si elles avaient été prises lors d'un conseil dûment convoqué et tenu. De telles signatures peuvent apparaître sur un document unique ou sur des copies multiples d'une résolution identique et peuvent être révélées par lettres, courriel ou fax.

Un administrateur, ayant des intérêts personnels opposés à ceux de la société dans une affaire soumise à l'approbation du conseil, sera obligé d'en informer le conseil et de se faire donner acte de cette déclaration dans le procès-verbal de la réunion. Il ne peut prendre part aux délibérations afférentes du conseil.

Lors de la prochaine assemblée générale des actionnaires, avant de procéder au vote de toute autre question, les actionnaires seront informés des matières où un administrateur a un intérêt personnel opposé à celui de la société.

Au cas où un membre du conseil d'administration a dû s'abstenir pour intérêt opposé, les résolutions prises à la majorité des membres du conseil présents ou représentés à la réunion et qui votent, seront tenues pour valables.

Lorsque la société comprend un associé unique, il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la société et son administrateur ayant eu un intérêt opposé à celui de la société.

**Art. 10.** Les décisions du conseil d'administration seront constatées par des procès-verbaux, qui seront insérés dans un registre spécial et signés par au moins un administrateur.

Les copies ou extraits de ces minutes doivent être signés par le président du conseil d'administration ou par deux administrateurs ou l'administrateur unique.

**Art. 11.** Le conseil d'administration ou l'administrateur unique sont investis des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes de disposition et d'administration dans l'intérêt de la société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi du 10 août 1915, telle que modifiée ou par les statuts de la société à l'assemblée générale, seront de la compétence du conseil d'administration ou de l'administrateur unique.

**Art. 12.** Le conseil d'administration peut déléguer des pouvoirs à un ou plusieurs de ses membres. Le conseil d'administration ou l'administrateur unique peut désigner des mandataires ayant des pouvoirs définis et les révoquer en tout temps. Le conseil d'administration peut également déléguer la gestion journalière de la société à un de ses membres, qui portera le titre d'administrateur-délégué.

**Art. 13.** Le conseil d'administration ou l'administrateur unique représente la société en justice, soit en demandant soit en défendant.

Les exploits pour ou contre la société sont valablement faits au nom de la société seule.

**Art. 14.** Vis-à-vis des tiers la société est engagée en toutes circonstances comme suit:

- en cas d'administrateur unique, par la signature individuelle de cet administrateur,

- en cas de pluralité d'administrateurs, par la signature conjointe de deux administrateurs dont obligatoirement celle du délégué à la gestion journalière (administrateur-délégué) si un tel était nommé, ou encore
- par la signature individuelle du délégué à la gestion journalière (administrateur-délégué) dans les limites de ses pouvoirs, ou
- par la signature individuelle ou conjointe d'un ou de plusieurs mandataires dûment autorisés par le conseil d'administration.

**Art. 15.** La surveillance des opérations de la société sera confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale ou l'actionnaire unique, qui fixe le nombre, leurs émoluments et la durée de leurs mandats, laquelle ne peut pas dépasser six ans.

Tout commissaire sortant est rééligible.

### **Assemblées**

**Art. 16.** S'il y a seulement un actionnaire, l'actionnaire unique assure tous les pouvoirs conférés à l'assemblée des actionnaires et prend les décisions par écrit.

En cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale des actionnaires représente tous les actionnaires de la société.

Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales.

Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.

**Art. 17.** L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le premier vendredi du mois de juin à 16.00 heures.

Si la date de l'assemblée tombe sur un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.

**Art. 18.** Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le conseil d'administration respectivement par l'administrateur unique ou le commissaire aux comptes. Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant dix pour cent (10%) du capital social.

**Art. 19.** Chaque action donne droit à une voix.

### **Année sociale - Répartition des Bénéfices**

**Art. 20.** L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente-et-un décembre de chaque année.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Il remet ces pièces avec un rapport sur les opérations de la société un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire au(x) commissaire(s).

**Art. 21.** Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé cinq pour cent (5%) au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.

### **Dissolution - Liquidation**

**Art. 22.** La société peut en tout temps être dissoute par décision de l'assemblée générale ou de l'associé unique.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'opérera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'Assemblée Générale ou par l'associé unique qui déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

### **Disposition générale**

**Art. 23.** La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

#### *Dispositions transitoires*

- 1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2016.
- 2) La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2017.

#### *Souscription et Libération*

Les cinq cents (500) actions ont été souscrites par Monsieur Gilbert IANNARELLI, prénommé.

Toutes ces actions ont été immédiatement libérées à hauteur de vingt-cinq pourcent (25%) par versements en espèces, de sorte que la somme de sept mille sept cent cinquante Euros (€ 7.750.-) se trouve dès maintenant à la disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.



### Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et la loi du 25 août 2006 ont été accomplies.

### Evaluation des frais

Le comparant évalue le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, à environ mille trois cents Euros (€ 1.300.-).

### Résolutions prises par l'actionnaire unique

Les statuts de la société ayant ainsi été arrêtés, le comparant, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

1) Le nombre des administrateurs est fixé à un.

*Est nommé administrateur unique:*

Monsieur Gilbert IANNARELLI, employé privé, né à Algrange, (France), le 22 juin 1965, demeurant à F-57700 Hayange, 10, rue du Cimetière, lequel aura tous pouvoirs pour engager la société par sa seule signature.

2) Le nombre des commissaires est fixé à un.

*Est nommé commissaire:*

La société anonyme CALDIA FIDUCIAIRE S.A., avec siège social à L-2163 Luxembourg, 21, Avenue de Monterey, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 153.093.

3) Le premier mandat de l'administrateur unique et du commissaire expirera à l'assemblée générale de 2021.

4) Le siège social est fixé à L-4422 Belvaux, 2, rue du Brill.

DONT ACTE, fait et passé à Echternach, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donné à la mandataire du comparant, connue du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: S. CRAVEIRO, Henri BECK.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 21 mars 2016. Relation: GAC/2016/2262. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

*Le Receveur (signé): G. SCHLINK.*

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 23 mars 2016.

Référence de publication: 2016084478/186.

(160051323) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mars 2016.

### **Dual Return Fund (Sicav), Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 1B, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 112.224.

Die Aktionäre des DUAL RETURN FUND ("die Gesellschaft") - einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital, deren ausschließlicher Zweck darin besteht, die ihr zur Verfügung stehenden Mittel in Wertpapiere und andere gesetzlich zulässige Vermögenswerte zu investieren, um das Anlagerisiko zu streuen und ihren Anteilhabern eine Beteiligung an den Ergebnissen der Verwaltung ihrer Vermögenswerte zu ermöglichen - werden hiermit zu einer

### AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre eingeladen, die am 7. April 2016 um 10:00 Uhr am Amtssitz des Notars Hellinckx in 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg, stattfinden wird.

### Tagesordnung:

Die Tagesordnung lautet wie folgt:

1. Neufassung der Satzung in deutscher Sprache unter Anpassung an die aktuelle Rechtslage und an die Voraussetzungen des deutschen Kapital und Anlagegesetzbuches (KAGB).  
Hierzu sollen die Artikel 4, 5, 7, 12, 22 der Satzung geändert bzw. ergänzt werden und - unter entsprechender Anpassung der Nummerierung der nachfolgenden Artikel - die Artikel 28 bis 36 neu eingefügt werden.
2. Verlegung des Gesellschaftssitzes von 1B, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach zu 15, rue de Flaxweiler, L-6776 Grevenmacher.  
Hierzu soll Artikel 2 der Satzung entsprechend geändert werden.
3. Verlegung des Termins der Jahreshauptversammlung auf den dritten Freitag im April um 11:00 Uhr.  
Hierzu sollen die Artikel 23 und 24 der Satzung entsprechend geändert werden.



4. Festlegung des Rücknahmetages für Aktien und des Bewertungstages in der Satzung.  
Hierzu soll Artikel 8 der Satzung geändert werden.
5. Inkrafttreten der Satzungsänderung am 19. Mai 2016.
6. Verschiedenes

Die Aktionäre können eine änderungsmarkierte Version der neugefassten Satzung kostenfrei bei der Verwaltungsgesellschaft (15, rue de Flaxweiler, L-6776 Grevenmacher, Fax: +352 76 94 94 - 599, E-Mail: legal@axxion.lu) anfordern.

Diese außerordentliche Generalversammlung ist nur dann beschlussfähig, wenn ein Anwesenheitsquorum von mindestens 50 % des Gesellschaftskapitals eingehalten wird. Sollte ein solches Quorum nicht erreicht werden, ist nach den Vorschriften des Luxemburger Rechts eine zweite Generalversammlung einzuberufen. Ein Anwesenheitsquorum ist im Rahmen dieser zweiten Generalversammlung nicht vorgesehen. Für alle Punkte der Tagesordnung gilt auf beiden Versammlungen ein Stimmenmehrheitserfordernis von mindestens zwei Dritteln der abgegebenen Stimmen. Grundlage für die Beschlussmehrheit sind die am fünften Tag vor der außerordentlichen Generalversammlung (Stichtag) im Umlauf befindlichen Aktien gem. Art. 26 (4) des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen.

Die Aktionäre sind berechtigt, an der außerordentlichen Generalversammlung teilzunehmen oder sich vertreten zu lassen. Aktionäre, die sich vertreten lassen möchten, können eine entsprechende Vollmacht bei der Verwaltungsgesellschaft (15, rue de Flaxweiler, L-6776 Grevenmacher, Fax: +352 76 94 94 - 599, E-Mail: legal@axxion.lu) anfordern und werden gebeten, diese bis zum o.g. Stichtag unterschrieben an die Gesellschaft zurückzusenden.

Aktionäre, die an der außerordentlichen Generalversammlung teilnehmen möchten, müssen sich zum o.g. Stichtag vor der außerordentlichen Generalversammlung am Sitz der Verwaltungsgesellschaft anmelden.

Aktionäre, die ihren Aktienbestand in einem Depot bei einer Bank unterhalten, werden gebeten, ihre depotführende Bank mit der Übersendung einer Depotbestandsbescheinigung zu beauftragen, die bestätigt, dass die Aktien bis nach der außerordentlichen Generalversammlung gesperrt gehalten werden. Die Depotbestandsbescheinigung muss der Gesellschaft bis zum o.g. Stichtag vorliegen.

*Der Verwaltungsrat.*

Référence de publication: 2016080591/48.

#### **Subsea 7 S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 43.172.

The Shareholders are hereby convened to the

#### ANNUAL GENERAL MEETING

(the "AGM") of the Shareholders of Subsea 7 S.A. (the "Company"), RCS Luxembourg N° B 43172, having its registered office at 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, to be held at its registered office on *14 April 2016* at 15:00 hours (local time).

#### *Agenda:*

1. To approve the convening of the AGM of the Company to be held on 14 April 2016, notwithstanding the date set forth in Article 24 of the Company's Articles of Incorporation.
2. To consider (i) the management reports of the Board of Directors of the Company in respect of the statutory and consolidated financial statements of the Company and (ii) the reports of Ernst & Young S.A., Luxembourg, authorised statutory auditor ("réviseur d'entreprises agréé") on the statutory financial statements and the consolidated financial statements of the Company, for the financial year ended 31 December 2015, as published on 10 March 2016 which are available on the Company's website at [www.subsea7.com](http://www.subsea7.com).
3. To approve the statutory financial statements of the Company for the financial year ended 31 December 2015, as published on 10 March 2016 which are available on the Company's website at [www.subsea7.com](http://www.subsea7.com).
4. To approve the consolidated financial statements of the Company for the financial year ended 31 December 2015, as published on 10 March 2016 which are available on the Company's website at [www.subsea7.com](http://www.subsea7.com).
5. To approve the allocation of results of the Company, without the payment of a dividend, for the financial year ended 31 December 2015, as recommended by the Board of Directors of the Company.
6. To discharge the Directors of the Company in respect of the proper performance of their duties for the financial year ended 31 December 2015.
7. To re-elect Ernst & Young S.A., Luxembourg, as authorised statutory auditor ("réviseur d'entreprises agréé") to audit the statutory and consolidated financial statements of the Company, for a term to expire at the next Annual General Meeting.
8. To re-elect Mr Kristian Siem as a Director of the Company to hold office until the Annual General Meeting to be held in 2018 or until his successor has been duly elected.
9. To re-elect Sir Peter Mason as an Independent Director of the Company to hold office until the Annual General Meeting to be held in 2018 or until his successor has been duly elected.

10. To re-elect Mr Jean Cahuzac as a Director of the Company to hold office until the Annual General Meeting to be held in 2018 or until his successor has been duly elected.
11. To re-elect Mr Eystein Eriksrud as a Director of the Company to hold office until the Annual General Meeting to be held in 2018 or until his successor has been duly elected.

The items on the AGM agenda may be validly deliberated on without any quorum requirement. The resolutions at the AGM shall be adopted by a simple majority of the votes validly cast.

The full text of the documents relating to the AGM is available online at: [www.subsea7.com](http://www.subsea7.com) and can also be obtained from the Company Secretary, Subsea 7 S.A., 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg.

15 March 2016

Mr. Kristian Siem  
Chairman

To assure their representation at the AGM, shareholders are hereby requested to fill in, sign, date and return the Proxy Card in the return envelope provided for such purpose to the address indicated therein. The deadline for submission of votes for American Depository Receipt holders is 6 April 2016 and for holders of Common Shares is 8 April 2016.

The appointing of a proxy will not affect a shareholder's right to revoke their proxy or vote in person should they later decide to attend the meeting.

Référence de publication: 2016080593/795/51.

---

**Telecom Italia Finance, Société Anonyme.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 76.448.

The ANNUAL SHAREHOLDER'S GENERAL MEETING

of Telecom Italia Finance, Société Anonyme, has been convened on *6<sup>th</sup> April 2016*, at 12.00 a.m., at the Company's premises. The agenda of the meeting will be the following:

*Agenda:*

- Report of the Board of Directors and of the Independent Auditor; Accounts as of December 31, 2015; connected resolutions.
- Discharge of the Directors.

Luxembourg, March 1<sup>st</sup>, 2016.

*The Board of Directors.*

Référence de publication: 2016072561/15.

---

**Belfund SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 15, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 204.739.

STATUTES

In the year two thousand and sixteen, on the fourteenth day of March.

Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED

Belesta AG, a company incorporated under the laws of Switzerland, with registered office at Beethovenstrasse 48, CH-8022 Zurich, Switzerland, and registered with the Handelsregister des Kantons Zürich under number CHE-106.708.138;

represented by Allen & Overy, société en commandite simple, registered on list V of the Luxembourg bar, with registered office at 33, J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, itself being represented by Niels Sauerland, Avocat, with professional address at 33, J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg by virtue of a power of attorney, given under private seal.

The said proxy, after having been signed *ne varietur* by the appearing person and the undersigned notary, will remain attached to this notarial deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, acting in its capacity as representative of the sole shareholder, has requested the officiating notary to enact the following articles of incorporation of a company, which it declares to establish as follows:

### **1. Art. 1. Name.**

1.1 There is hereby formed among the subscribers, and all other persons who will become owners of the shares hereafter created, an investment company with variable capital (société d'investissement à capital variable) in the form of a public limited liability company (société anonyme) under the name "Belfund SICAV" (the Company).

1.2 Any reference to shareholders of the Company (Shareholders) in the articles of incorporation of the Company (the Articles) will be a reference to 1 (one) Shareholder as long as the Company will have 1 (one) Shareholder.

### **2. Art. 2. Registered office.**

2.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the general meeting of Shareholders of the Company (the General Meeting), deliberating in the manner provided for amendments to the Articles or by the board of directors of the Company (the Board) if and to the extent permitted by law. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the Board.

2.2 The Board will further have the right to set up offices, administrative centres and agencies wherever it will deem fit, either within or outside of the Grand Duchy of Luxembourg.

2.3 If extraordinary events of political, economic or social nature, likely to impair the normal activity at the registered office or the easy communication between that office and foreign countries, occur or are imminent, the registered office may be provisionally transferred abroad until such time as circumstances have completely returned to normal. Such a transfer will have no effect on the nationality of the Company, which will remain a Luxembourg company. The declaration of the provisional transfer abroad of the registered office will be made and brought to the attention of third parties by the officer of the Company best placed to do so in the circumstances.

**3. Art. 3. Duration.** The Company is established for an unlimited duration.

### **4. Art. 4. Object of the company.**

4.1 The exclusive purpose of the Company is to invest the assets of the Company in Transferable Securities (as defined below) and other assets permitted by law in accordance with the principle of risk diversification, within the limits of the investment policies and restrictions determined by the Board pursuant to article 19 hereof, and with the objective of paying out to Shareholders the profits resulting from the management of the assets of the Company, either through distributions or through accumulation of income in the Company.

4.2 The Company may take any measures and execute any transactions that it considers expedient with regard to the fulfilment and implementation of the object of the Company to the full extent permitted by Part I of the act dated 17 December 2010 on undertakings for collective investment, as may be amended or replaced from time to time (the 2010 Act).

### **5. Art. 5. Share capital, Share classes.**

5.1 The capital of the Company will at all times be equal to the total net assets of the Company and will be represented by fully paid-up shares of no par value.

5.2 The minimum capital, as provided by law, is fixed at EUR 1,250,000 (one million two hundred and fifty thousand euro) to be reached within a period of six months as from the authorisation of the Company by the Luxembourg supervisory authority, being provided that shares of a Target Sub-fund held by an Investing Sub-fund (as defined in article 19.7 below) will not be taken into account for the purpose of the calculation of the EUR 1,250,000 minimum capital requirement. Upon the decision of the Board, the shares issued in accordance with these Articles may be of more than one share class. The proceeds from the issue of shares of a share class, less a sales commission (sales charge) (if any), are invested in Transferable Securities of all types and other legally permissible assets in accordance with the investment policy as set forth by the Board and taking into account investment restrictions imposed by law.

5.3 The initial capital is EUR 31,000 (thirty-one thousand euro) divided into 31 (thirty-one) shares of no par value.

5.4 The Company has an umbrella structure, each compartment corresponding to a distinct part of the assets and liabilities of the Company (a Sub-fund) as defined in article 181 of the 2010 Act, and that is formed for one or more share classes of the type described in these Articles. Each Sub-fund will be invested in accordance with the investment objective and policy applicable to that Sub-fund, the investment objective, policy, as well as the risk profile and other specific features of each Sub-fund are set forth in the prospectus of the Company (the Prospectus). Each Sub-fund may have its own funding, share classes, investment policy, capital gains, expenses and losses, distribution policy or other specific features.

5.5 Within a Sub-fund, the Board may, at any time, decide to issue one or more share classes the assets of which will be commonly invested but subject to different fee structures, distribution, marketing targets, currency or other specific features, including special rights as regards the appointment of directors in accordance with article 13 of these Articles. A separate net asset value per share, which may differ as a consequence of these variable factors, will be calculated for each share class.

5.6 The Company may create additional share classes whose features may differ from the existing share classes and additional Sub-funds whose investment objectives may differ from those of the Sub-funds then existing. Upon creation of new Sub-funds or share classes, the Prospectus will be updated, if necessary.

5.7 The Company is one single legal entity. However, the rights of the Shareholders and creditors relating to a Sub-fund or arising from the setting-up, operation and liquidation of a Sub-fund are limited to the assets of that Sub-fund. The assets of a Sub-fund are exclusively dedicated to the satisfaction of the rights of the Shareholder relating to that Sub-fund and the rights of those creditors whose claims have arisen in connection with the setting-up, operation and liquidation of that Sub-fund, and there will be no cross liability between Sub-funds, in derogation of article 2093 of the Luxembourg Civil Code.

5.8 The Board may create each Sub-fund for an unlimited or limited period of time; in the latter case, the Board may, at the expiration of the initial period of time, extend the duration of that Sub-fund one or more times. At the expiration of the duration of a Sub-fund, the Company will redeem all the shares in the share class(es) of that Sub-fund, in accordance with article 8 of these Articles, irrespective of the provisions of article 23 of these Articles. At each extension of the duration of a Sub-fund, the registered Shareholders will be duly notified in writing, by a notice sent to their address as recorded in the Company's register of Shareholders. The Prospectus indicates the duration of each Sub-fund and, if applicable, any extension of its duration.

5.9 For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each share class will, if not already denominated in euro, be converted into euro. The capital of the Company equals the total of the net assets of all the share classes.

## **6. Art. 6. Shares.**

6.1 The Company may, upon decision of the Board, issue shares in registered form or in dematerialised form on such terms and conditions as the Board will prescribe. Dematerialised shares are shares exclusively issued by book entry in an issue account (compte d'émission), held by an authorised central account holder or an authorised settlement system designated by the Company and disclosed in the Prospectus.

6.2 All registered shares issued by the Company are entered in the register of Shareholders, which is kept by the Company or by one or more persons designated by the Company. This register contains the names of the owners of registered shares, their permanent residence or elected domicile as indicated to the Company, and the number of registered shares held by them.

6.3 The entry of the Shareholder's name in the register of shares evidences the Shareholder's right of ownership to such registered shares. The Company decides whether a certificate for such entry is delivered to the Shareholder or whether the Shareholder receives a written confirmation of its shareholding.

6.4 Shareholders entitled to receive registered shares must provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. This address will also be entered into the register of Shareholders.

6.5 In the event that a Shareholder does not provide an address, the Company may have a notice to this effect entered into the register of Shareholders. The Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be determined by the Company from time to time, until another address is provided to the Company by that Shareholder. A Shareholder may, at any time, change the address entered in the register of Shareholders by means of a written notification to the registered office of the Company or to such other address as may be determined by the Company from time to time.

6.6 Holders of dematerialised shares must provide, or must ensure that registrar agents shall provide, the Company with information for identification purposes of the holders of such shares in accordance with applicable laws. If on a specific request of the Company, the holder of dematerialised shares does not furnish the requested information, or furnishes incomplete or erroneous information within a time period provided for by law or determined by the Board at its discretion, the Board may decide to suspend voting rights attached to all or part of the dematerialised shares held by the relevant person until satisfactory information is received.

6.7 If a Shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his share certificate has been lost, damaged or destroyed, then, at the Shareholder's request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees as the Company may determine, including but not restricted to a bond issued by an insurance company. With the issuance of the new share certificate, which will be marked as a duplicate, the original share certificate being replaced will become void.

6.8 Damaged share certificates may be cancelled by the Company and replaced by new certificates.

6.9 The Company may, at its discretion, charge the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issue and registration thereof or in connection with the cancellation of the original share certificate, to the Shareholder.

6.10 The Company recognises only one owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of a share or shares is disputed, all persons claiming a right to those shares will appoint one owner to represent those shares towards the Company. The failure to appoint such an attorney results in the suspension of the exercise of all rights attached to such shares.

6.11 The Company may decide to issue fractional shares. Such fractional shares do not carry voting rights, except where their number is so that they represent a whole share, but are entitled to participate in the net assets attributable to the relevant share class on a pro rata basis.

## **7. Art. 7. Issue of shares.**

7.1 The Board is authorised, without limitation, to issue an unlimited number of fully paid up shares at any time without reserving a preferential right to subscribe for the shares to be issued for the existing Shareholders.

7.2 The Board may impose restrictions on the frequency at which shares of a certain share class are issued; the Board may, in particular, decide that shares of a particular share class will only be issued during one or more subscription periods or at such other intervals as provided for in the Prospectus.

7.3 Shares in Sub-funds will be issued at the subscription price. The subscription price for shares of a particular share class of a Sub-fund corresponds to the net asset value per share of the respective share class (see articles 11 and 12 below) adjusted, as the case may be, by the then applicable dilution levy as described in the Prospectus, plus any subscription fee, if applicable. Additional fees may be incurred if distributors and paying agents are involved in a transaction. The relevant subscription price may be rounded up or down to the nearest unit of the currency in which it is to be paid, as determined by the Board.

7.4 A process determined by the Board and described in the Prospectus will govern the chronology of the issue of shares in a Sub-fund.

7.5 The subscription price is payable within a period determined by the Board, which may not exceed 5 business days from the relevant valuation day, determined as every such day on which the net asset value per share for a given share class or Sub-fund is calculated (the NAV Calculation Day).

7.6 The Board may confer the authority upon any of its members, any managing director, officer or other duly authorised representative to accept subscription applications, to receive payments for newly issued shares and to deliver these shares.

7.7 The Company may agree to issue shares as consideration for a contribution in kind of assets, in accordance with Luxembourg law, in particular in accordance with the obligation to deliver a valuation report from the auditor (réviseur d'entreprises agréé) of the Company, and provided that such assets are in accordance with the investment objectives and policies of the relevant Sub-fund. All costs related to the contribution in kind are borne by the Shareholder acquiring shares in this manner.

7.8 Applications for subscription are irrevocable, except - for the duration of such suspension - when the calculation of the net asset value has been suspended in accordance with article 12 of these Articles.

## **8. Art. 8. Redemption of shares.**

8.1 Any Shareholder may request redemption of all or part of his/her/its shares from the Company, pursuant to the conditions and procedures set forth by the Board in the Prospectus and within the limits provided by law and these Articles.

8.2 Subject to the provisions of article 12 of these Articles and this article 8, the redemption price per share will be paid within a period determined by the Board which may not exceed 7 business days from the relevant NAV Calculation Day, as determined in accordance with the current policy of the Board, provided that any share certificates issued and any other transfer documents have been received by the Company.

8.3 The redemption price per share for shares of a particular share class of a Sub-fund corresponds to the net asset value per share of the respective share class adjusted, as the case may be, by the then applicable dilution levy as described in the Prospectus, less any redemption fee, if applicable. Additional fees may be incurred if distributors and paying agents are involved in a transaction. The relevant redemption price may be rounded up or down to the nearest unit of the currency in which it is to be paid, as determined by the Board.

8.4 If as a result of a redemption application, the number or the value of the shares held by any Shareholder in any share class falls below the minimum number or value that is then determined by the Board in the Prospectus, the Company may decide to treat such an application as an application for redemption of all of that Shareholder's shares in the given share class.

8.5 If, in addition, on a NAV Calculation Day or at some time during a NAV Calculation Day, redemption applications as defined in this article and conversion applications as defined in article 9 of these Articles exceed a certain level set by the Board in relation to the shares of a given share class, the Board may resolve to reduce proportionally part or all of the redemption and conversion applications for a certain time period and in the manner deemed necessary by the Board, in the best interest of the Company. The portion of the non-proceeded redemptions will then be proceeded by priority on the NAV Calculation Day following this period, these redemption and conversion applications will be given priority and dealt with ahead of other applications (but subject always to the foregoing limit).

8.6 The Company may satisfy payment of the redemption price owed to any Shareholder, subject to such Shareholder's agreement, in specie by allocating assets to the Shareholder from the portfolio set up in connection with the share class(es) equal in value to the value of the shares to be redeemed (calculated in the manner described in article 11 below) as of the NAV Calculation Day or the time of valuation when the redemption price is calculated if the Company determines that such a transaction would not be detrimental to the best interests of the remaining Shareholders of the relevant Sub-fund. The nature and type of assets to be transferred in such case will be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other Shareholders in the given share class or share classes, as the case may be. The valuation used will be confirmed by a special report of the auditor of the Company. The costs of any such transfers are borne by the transferee.

8.7 All redeemed shares will be cancelled.



8.8 All applications for redemption of shares are irrevocable, except - in each case for the duration of the suspension - in accordance with article 12 of these Articles, when the calculation of the net asset value has been suspended or when redemption has been suspended as provided for in this article.

8.9 The Company may redeem shares of any Shareholder if:

(a) any of the representations given by the Shareholder to the Company were not true and accurate or have ceased to be true and accurate; or

(b) the Shareholder is a Restricted Person (as defined in article 10 below); or

(c) that the continuing ownership of shares by the Shareholder would cause an undue risk of adverse tax consequences to the Company or any of its Shareholders; or

(d) the continuing ownership of shares by such Shareholder may be prejudicial to the Company or any of its Shareholders; or

(e) further to the satisfaction of a redemption request received by a Shareholders, the number or aggregate amount of shares of the relevant share class held by this Shareholder is less than the Minimum Holding Amount as is stipulated in the Prospectus.

### **9. Art. 9. Conversion of shares.**

9.1 A Shareholder may convert shares of a particular share class of a Sub-fund held in whole or in part into shares of the corresponding share class of another Sub-fund in accordance with the provisions of the Prospectus; conversions from shares of one share class of a Sub-fund to shares of another share class of either the same or a different Sub-fund are also permitted, except otherwise decided by the Board.

9.2 The Board may make the conversion of shares dependent upon additional conditions set out in the Prospectus.

9.3 A conversion application will be considered as an application to redeem the shares held by the Shareholder and as an application for the simultaneous acquisition (issue) of the shares to be acquired. The conversion ratio will be calculated on the basis of the net asset value per share of the respective share class; a conversion fee may be incurred. Additional fees may be incurred if distributors and paying agents are involved in a transaction. The prices of the conversion may be rounded up or down to the nearest unit of the currency in which they are to be paid, as determined by the Board. The Board may determine that balances of less than a reasonable amount to be set by the Board, resulting from conversions will not be paid out to Shareholders.

9.4 As a rule, both the redemption and the acquisition parts of the conversion application should be calculated on the basis of the values prevailing on one and the same NAV Calculation Day. If there are different order acceptance deadlines for the Sub-funds in question, the calculation may deviate from this, in particular depending on the sales channel. In particular either:

(a) the sales part may be calculated in accordance with the general rules on the redemption of shares (which may be older than the general rules on the issue of shares), while the purchase part would be calculated in accordance with the general (newer) rules on the issue of shares; or

(b) the sales part is not calculated until a time later in relation to the general rules on share redemption together with the purchase part calculated in accordance with the newer (in relation to the sales part) rules on the issue of shares.

9.5 Conversions may only be effected if, at the time, both the redemption of the shares to be converted and the issue of the shares to be acquired are simultaneously possible; there will be no partial execution of the application unless the possibility of issuing the shares to be acquired ceases after the shares to be converted have been redeemed.

9.6 All applications for the conversion of shares are irrevocable, except - in each case for the duration of the suspension - in accordance with article 12 of these Articles, when the calculation of the net asset value of the shares to be redeemed has been suspended or when redemption of the shares to be redeemed has been suspended as provided for in article 8 above. If the calculation of the net asset value of the shares to be acquired is suspended after the shares to be converted have already been redeemed, only the acquisition part of the conversion application can be revoked during this suspension.

9.7 If, in addition, on a NAV Calculation Day or at some time during a NAV Calculation Day redemption applications as defined in article 8 of these Articles and conversion applications as defined in this article exceed a certain level set by the Board in relation to the shares issued in the share class, the Board may resolve to reduce proportionally part or all of the redemption and conversion applications for a certain period of time and in the manner deemed necessary by the Board, in the best interest of the Company. The portion of the non-proceeded redemptions will then be proceeded by priority on the NAV Calculation Day following this period, these redemption and conversion applications will be given priority and dealt with ahead of other applications (but subject always to the foregoing limit).

9.8 If as a result of a conversion application, the number or the value of the shares held by any Shareholder in any share class falls below the minimum number or value that is then - if the rights provided for in this sentence are to be applicable - determined by the Board in the Prospectus, the Company may decide to treat the purchase part of the conversion application as a request for redemption for all of the Shareholder's shares in the given share class; the acquisition part of the conversion application remains unaffected by any additional redemption of shares.

9.9 Shares that are converted to shares of another share class will be cancelled.

## **10. Art. 10. Restrictions on ownership of shares - Transfer of shares.**

10.1 The Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any individual or legal entity if, in the opinion of the Board:

- (a) such person would not comply with the eligibility criteria of a given class or Sub-fund;
  - (b) a holding by such person would cause or is likely to cause the Company or its Shareholders some pecuniary, tax or regulatory disadvantage;
  - (c) such person is a US Person or is acting for or on behalf of a US Person (as such term is defined in the Prospectus);
  - (d) a holding by such person would cause or is likely to cause the Company to be in breach of the law or requirements of any country or governmental authority applicable to the Company; or
- (such individual or legal entities are to be determined by the Board and are defined herein as Restricted Persons).

10.2 For such purposes the Company may:

- (a) decline to issue any shares and decline to register any transfer of shares, where such registration or transfer would result in legal or beneficial ownership of such shares by a Restricted Person; and
- (b) at any time require any person whose name is entered in the register of Shareholders or who seeks to register the transfer of shares in the register of Shareholders to furnish the Company with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such Shareholder's shares rests with a Restricted Person, or whether such registration will result in beneficial ownership of such shares by a Restricted Person; and
- (c) decline to accept the vote of any Restricted Person at the General Meeting; and
- (d) instruct a Shareholder to sell his shares and to demonstrate to the Company that this sale was made within 30 business days of the sending of the relevant notice if the Company determines that a Restricted Person is the sole beneficial owner or is the beneficial owner together with other persons.

10.3 If the investor does not comply with the relevant notice, the Company may, in accordance with the procedure described below, compulsorily redeem all shares held by such a Shareholder or have this redemption carried out:

- (a) The Company provides a second notice (Purchase Notice) to the investor or the owner of the shares to be redeemed, in accordance with the entry in the register of Shareholders; this Purchase Notice designates the shares to be redeemed, the procedure under which the redemption price is calculated and the name of the acquirer.
- (b) Such Purchase Notice will be sent by registered mail to the last known address or to the address listed in the Company's books. This Purchase Notice obliges the investor in question to send the share certificate or share certificates that represent the shares to the Company in accordance with the information in the Purchase Notice.
- (c) Immediately upon close of business on the date designated in the Purchase Notice, the Shareholder's ownership of the shares which are designated in the Purchase Notice ends. For registered shares and dematerialised shares, the name of the Shareholder is deleted from the register of Shareholders.
- (d) The price at which these shares are acquired (Sales Price) corresponds to an amount determined on the basis of the share value of the corresponding share class on a Valuation Day, or at some time during a Valuation Day, as determined by the Board, less any redemption fees incurred, if applicable. The purchase price is, less any redemption fees incurred, if applicable, the lesser of the share value calculated before the date of the Purchase Notice and the share value calculated on the day immediately following submission of the share certificate(s).
- (e) The purchase price will be made available to the previous owner of these shares in the currency determined by the Board for the payment of the redemption price of the corresponding share class and deposited by the Company at a bank in Luxembourg or elsewhere (corresponding to the information in the Purchase Notice) after the final determination of the purchase price following the return of the share certificate(s) as designated in the Purchase Notice and their corresponding coupons that are not yet due. After the Purchase Notice has been provided and in accordance with the procedure outlined above, the previous owner no longer has any claim related to all or any of these shares and the previous owner also has no further claim against the Company or the Company's assets in connection with these shares, with the exception of the right to receive payment of the purchase price without interest from the named bank after actual delivery of the share certificate.
- (s) All income from redemptions to which Shareholders are entitled in accordance with the provisions of this paragraph may no longer be claimed and is forfeited as regards the respective share class(es) unless such income is claimed within a period of five years after the date indicated in the Purchase Notice. The Board is authorised to take all necessary steps to return these amounts and to authorise the implementation of corresponding measures for the Company.

(f) The exercise of the powers by the Company in accordance with this article may in no way be called into question or declared invalid on the grounds that the ownership of shares was not sufficiently proven or that the actual ownership of shares did not correspond to the assumptions made by the Company on the date of the Purchase Notice, provided that the Company exercised the above-named powers in good faith.

10.4 Restricted Persons as defined in these Articles are neither persons who subscribe shares for the duration of their shareholding in connection with the formation of the Company nor securities dealers who subscribe shares in the Company for distribution.

10.5 The Company may decline to register a transfer of shares:

- (a) if in the opinion of the Company, the transfer will be unlawful or will result or be likely to result in any adverse regulatory, tax or fiscal consequences to the Company or its Shareholders; or
- (b) if the transferee is a US Person (as defined in the Prospectus) or is acting for or on behalf of a US Person; or
- (c) if the transferee is a Restricted Person or is acting for or on behalf of a Restricted Person; or
- (d) in relation to share classes reserved for subscription by institutional investors, if the transferee is not an institutional investor; or
- (e) in circumstances where an investor engages in market trading or late trading activities; or
- (f) if in the opinion of the Company, the transfer of the shares would lead to the shares being registered in a depository or clearing system in which the shares could be further transferred otherwise than in accordance with the terms of the Prospectus or these Articles;
- (g) in such additional circumstances as set out in the Prospectus.

#### **11. Art. 11. Calculation of net asset value per share.**

11.1 The Company, each Sub-fund and each share class in a Sub-fund have a net asset value determined in accordance with these Articles. The reference currency of the Company is the EUR. The net asset value of each Sub-fund and share class will be calculated in the reference currency of the Sub-fund or share class, as it is stipulated in the Prospectus, and will be determined by the administrative agent of the Company (the Administrative Agent) for each Valuation Day on each NAV Calculation Day as stipulated in the Prospectus, by calculating the aggregate of:

- (a) the value of all assets of the Company which are allocated to the relevant Sub-fund and share class in accordance with the provisions of these Articles; less
- (b) all the liabilities of the Company which are allocated to the relevant Sub-fund and share class in accordance with the provisions of these Articles, and all fees attributable to the relevant Sub-fund and share class, which fees have accrued but are unpaid on the relevant Valuation Day.

11.2 The net asset value per share for a Valuation Day will be calculated in the reference currency of the relevant Sub-fund and will be calculated by the Administrative Agent as at the NAV Calculation Day of the relevant Sub-fund by dividing the net asset value of the relevant Sub-fund by the number of shares which are in issue on the Valuation Day corresponding to such NAV Calculation Day in the relevant Sub-fund (including shares in relation to which a Shareholder has requested redemption on such Valuation Day in relation to such NAV Calculation Day).

11.3 If the Sub-fund has more than one share class in issue, the Administrative Agent will calculate the net asset value per share of each share class for a Valuation Day by dividing the portion of the net asset value of the relevant Sub-fund attributable to a particular share class by the number of shares of such share class in the relevant Sub-fund which are in issue on the Valuation Day corresponding to such NAV Calculation Day (including shares in relation to which a Shareholder has requested redemption on the Valuation Day in relation to such NAV Calculation Day).

11.4 The net asset value per share may be rounded up or down to the nearest whole hundredth share of the currency in which the net asset value of the relevant shares are calculated.

11.5 The assets of the Company will be valued as follows:

- (a) transferable securities or money market instruments quoted or traded on an official stock exchange or any other regulated market as defined in the Council Directive 2004/39/EEC dated 21 April 2004 on markets in financial instruments or any other market established in the European Economic Area which is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public (a Regulated Market), are valued on the basis of the last known price, and, if the securities or money market instruments are listed on several stock exchanges or Regulated Markets, the last known price of the stock exchange which is the principal market for the security or money market instrument in question, unless these prices are not representative.
- (b) For transferable securities or money market instruments not quoted or traded on an official stock exchange or any other Regulated Market, and for quoted transferable securities or money market instruments, but for which the last known price as of the relevant Valuation Day is not representative, valuation is based on the probable sales price estimated prudently and in good faith by the Board.
- (c) Units and shares issued by UCITS or other undertakings for collective investment (UCIs) will be valued at their last available net asset value as of the relevant Valuation Day.
- (d) The liquidating value of futures, forward or options contracts that are not traded on exchanges or on other Regulated Markets will be determined pursuant to the policies established in good faith by the Board, on a basis consistently applied. The liquidating value of futures, forward or options contracts traded on exchanges or on other Regulated Markets will be based upon the last available settlement prices as of the relevant Valuation Day of these contracts on exchanges and Regulated Markets on which the particular futures, forward or options contracts are traded; provided that if a futures, forward or options contract could not be liquidated on such Business Day with respect to which a net asset value is being determined, then the basis for determining the liquidating value of such contract will be such value as the Board may, in good faith and pursuant to verifiable valuation procedures, deem fair and reasonable.
- (e) Liquid assets and money market instruments with a maturity of less than 12 months may be valued at nominal value plus any accrued interest or using an amortised cost method (it being understood that the method which is more likely to



represent the fair market value will be retained). This amortised cost method may result in periods during which the value deviates from the price the relevant Sub-fund would receive if it sold the investment. The Board may, from time to time, assess this method of valuation and recommend changes, where necessary, to ensure that such assets will be valued at their fair value as determined in good faith pursuant to procedures established by the Board. If the Board believes that a deviation from the amortised cost may result in material dilution or other unfair results to Shareholders, the Board will take such corrective action, if any, as it deems appropriate, to eliminate or reduce, to the extent reasonably practicable, the dilution or unfair results.

(f) The swap transactions will be consistently valued based on a calculation of the net present value of their expected cash flows. For certain Sub-funds using over-the-counter financial derivative instruments (OTC Derivative) as part of their main investment policy, the valuation method of the OTC Derivative will be further specified in the Prospectus.

(g) Accrued interest on securities will be taken into account if it is not reflected in the share price.

(h) Cash will be valued at nominal value, plus accrued interest.

(i) All assets denominated in a currency other than the reference currency of the respective Sub-fund/share class will be converted at the mid-market conversion rate between the reference currency and the currency of denomination.

(j) All other securities and other permissible assets as well as any of the above mentioned assets for which the valuation in accordance with the above sub-paragraphs would not be possible or practicable, or would not be representative of their probable realisation value, will be valued at probable realisation value, as determined with care and in good faith pursuant to procedures established by the Board.

11.6 The allocation of assets and liabilities of the Company between Sub-funds (and within each Sub-fund between the different share classes) will be effected so that:

(a) the subscription price received by the Company on the issue of shares, and reductions in the value of the Company as a consequence of the redemption of shares, will be attributed to the Sub-fund (and within that Sub-fund, the share class) to which the relevant shares belong;

(b) assets acquired by the Company upon the investment of the subscription proceeds and income and capital appreciation in relation to such investments which relate to a specific Sub-fund (and within a Sub-fund, to a specific share class) will be attributed to such Sub-fund (or share class in the Sub-fund);

(c) assets disposed of by the Company as a consequence of the redemption of shares and liabilities, expenses and capital depreciation relating to investments made by the Company and other operations of the Company, which relate to a specific Sub-fund (and within a Sub-fund, to a specific share class) will be attributed to such Sub-fund (or share class in the Sub-fund);

(d) where the use of foreign exchange transactions, instruments or financial techniques relates to a specific Sub-fund (and within a Sub-fund, to a specific share class) the consequences of their use will be attributed to such Sub-fund (or share class in the Sub-fund);

(e) where assets, income, capital appreciations, liabilities, expenses, capital depreciations or the use of foreign exchange transactions, instruments or techniques relate to more than one Sub-fund (or within a Sub-fund, to more than one share class), they will be attributed to such Sub-funds (or share classes, as the case may be) in proportion to the extent to which they are attributable to each such Sub-fund (or each such share class);

(f) where assets, income, capital appreciations, liabilities, expenses, capital depreciations or the use of foreign exchange transactions, instruments or techniques cannot be attributed to a particular Sub-fund they will be divided equally between all Sub-funds or, in so far as is justified by the amounts, will be attributed in proportion to the relative net asset value of the Sub-funds (or share classes in the Sub-fund) if the Board, in its sole discretion, determines that this is the most appropriate method of attribution; and

(g) upon payment of dividends to the Shareholders of a Sub-fund (and within a Sub-fund, to a specific share class) the net assets of this Sub-fund (or share class in the Sub-fund) are reduced by the amount of such dividend.

11.7 The assets of the Company will include:

(a) all cash on hand or receivable or on deposit, including accrued interest;

(b) all bills and notes payable on demand and any amounts due (including the proceeds of securities sold but not yet collected);

(c) all securities, shares, bonds, debentures, swaps, options or subscription rights and any other investments and securities belonging to the Company;

(d) all dividends and distributions due to the Company in cash or in kind to the extent known to the Company provided that the Company may adjust the valuation for fluctuations in the market value of securities due to trading practices such as trading ex-dividend or ex-rights;

(e) all accrued interest on any interest bearing securities held by the Company except to the extent that such interest is comprised in the principal thereof;

(f) the preliminary expenses of the Company insofar as the same have not been written off; and

(g) all other permitted assets of any kind and nature including prepaid expenses.

11.8 The liabilities of the Company will include:

- (a) all borrowings, bills and other amounts due;
- (b) all administrative expenses due or accrued including but not limited to the costs of its constitution and registration with regulatory authorities, as well as legal, audit, management, custodial, paying agency and corporate and central administration agency fees and expenses, the costs of legal publications, prospectuses, financial reports and other documents made available to Shareholders, translation expenses and generally any other expenses arising from the administration of the Company;
- (c) all known liabilities, due or not yet due including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of all dividends declared by the Company for which no coupons have been presented and which therefore remain unpaid until the day these dividends revert to the Company by prescription;
- (d) any appropriate amount set aside for taxes due on the date of the valuation and any other provisions of reserves; and
- (e) any other liabilities of the Company of whatever kind towards third parties.

#### 11.9 General rules

- (a) all valuation regulations and determinations will be interpreted and made in accordance with Luxembourg law;
- (b) the latest net asset value per share may be obtained at the registered office of the Company in accordance with the terms of the Prospectus;
- (c) for the avoidance of doubt, the provisions of this article 11 are rules for determining the net asset value per share and are not intended to affect the treatment for accounting or legal purposes of the assets and liabilities of the Company or any shares issued by the Company;
- (d) to mitigate the effect of dilution, the net asset value per share may be adjusted on any Valuation Day in accordance with such policy as described in the Prospectus depending on whether or not a Sub-fund is in a net subscription position or in a net redemption position on such Valuation Day to arrive at the applicable adjusted price;
- (e) the net asset value per share of each share class in each Sub-fund is made public at the offices of the Company and Administrative Agent. The Company may arrange for the publication of this information in the reference currency of each Subfund/ share class and any other currency at the discretion of the Company in leading financial newspapers. The Company cannot accept any responsibility for any error or delay in publication or for non-publication of prices;
- (f) different valuation rules may be applicable in respect of a specific Sub-fund as further laid down in the Prospectus.

#### **12. Art. 12. Frequency and temporary suspension of the calculation of share value and of the issue, Redemption and conversion of shares.**

12.1 The net asset value of shares issued by the Company will be determined with respect to the shares relating to each Sub-fund by the Company from time to time, but in no instance less than twice monthly, as the Board may decide.

12.2 During the existence of any state of affairs which, in the opinion of the Board, makes the determination of the net asset value of a Sub-fund in the reference currency either not reasonably practical or prejudicial to the Shareholders of the Company, the net asset value and the subscription price and redemption price may temporarily be determined in such other currency as the Board may determine.

12.3 The Company may suspend the determination of the net asset value and/or the issue and/or redemption of shares in any Sub-fund as well as the right to convert shares of any Sub-fund into shares relating to another Sub-fund:

- (a) when one or more stock exchanges or markets, which provide the basis for valuing a substantial portion of the assets of the relevant Sub-fund or share class, or when one or more foreign exchange markets in the currency in which a substantial portion of the assets of the relevant Sub-fund or share class are denominated, are closed otherwise than for ordinary holidays or if dealings therein are restricted or suspended;
- (b) when, as a result of political, economic, military or monetary events or any circumstances outside the responsibility and the control of the Board, disposal of the assets of the relevant Sub-fund or share class is not reasonably or normally practicable without being seriously detrimental to the interests of the shareholders;
- (c) in the case of a breakdown in the normal means of communication used for the valuation of any investment of the relevant Sub-fund or share class or if, for any reason beyond the responsibility of the Board, the value of any asset of the relevant Sub-fund or share class may not be determined as rapidly and accurately as required;
- (d) if, as a result of exchange restrictions or other restrictions affecting the transfer of funds, transactions on behalf of the Company are rendered impracticable or if purchases and sales of the Sub-fund's assets cannot be effected at normal rates of exchange;
- (e) when the Board so decides, provided that all shareholders are treated on an equal footing and all relevant laws and regulations are applied (i) upon publication of a notice convening a general meeting of shareholders of the Company or of a Sub-fund for the purpose of deciding on the liquidation, dissolution, the merger or absorption of the Company or the relevant Sub-fund and (ii) when the Board is empowered to decide on this matter, upon their decision to liquidate, dissolve, merge or absorb the relevant Sub-fund;
- (f) in case of the Company's liquidation or in the case a notice of termination has been issued in connection with the liquidation of a Sub-fund or a class of shares;
- (g) where, in the opinion of the Board, circumstances which are beyond the control of the Board make it impracticable or unfair vis-à-vis the Shareholders to continue trading the Shares.

12.4 The suspension in respect of a Sub-fund will have no effect on the calculation of the net asset value and the issue, redemption and conversion of the shares of any other Sub-fund.

12.5 Any such suspension may be notified by the Company in such manner as it may deem appropriate to the persons likely to be affected thereby. The Company will notify Shareholders requesting redemption and/or conversion of their shares of such suspension.

### **13. Art. 13. Board of directors.**

13.1 The Company will be managed by a Board of at least three (3) members (including the chairman of the Board). The directors of the Company, either Shareholders or not, are appointed for a term which may not exceed 6 (six) years, by a General Meeting. Members of the Board are selected by a majority vote of the shares present or represented at the relevant General Meeting.

13.2 The General Meeting shall determine the number of directors (within the limits of article 13.1 above) and the term of their office. Members of the Board are selected by a majority vote of the shares present or represented at the relevant General Meeting.

13.3 When a legal entity is appointed as a director of the Company (the Legal Entity), the Legal Entity must designate a permanent representative in order to accomplish this task in its name and on its behalf (the Representative). The Representative is subject to the same conditions and obligations, and incurs the same liability as if he was performing this task for his own account and on his own behalf, without prejudice to the joint liability of him and the Legal Entity. The Legal Entity cannot revoke the Representative unless it simultaneously appoints a new permanent representative.

13.4 Any director may be removed with or without cause or be replaced at any time by resolution adopted by the General Meeting.

13.5 In the event of a vacancy in the office of a member of the Board, the remaining directors may temporarily fill such vacancy; the Shareholders will take final decision regarding such nomination at their next General Meeting.

### **14. Art. 14. Board meetings.**

14.1 The Board will elect a chairman out of the members of the Board. It may further choose a secretary, either director or not, who will be in charge of keeping the minutes of the meetings of the Board. The Board will meet upon call by the chairman or any two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

14.2 The chairman will preside at all meetings of the Board. In his absence, the Board will appoint another member of the Board as chairman pro tempore by vote of the majority in number present in person or by proxy at such meeting.

14.3 Meetings of the Board are convened by the chairman or by any other two members of the Board.

14.4 The directors will be convened separately to each meeting of the Board. Written notice of any meeting of the Board will be given to all directors at least twenty-four (24) hours prior to the date set for such meeting, except in emergencies, in which case the nature of the emergency will be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by consent in writing, by telegram, telex, telefax or other similar means of communication. No separate invitation is necessary for meetings whose date and location have been determined by a prior resolution of the Board.

14.5 The meetings are held at the place, the day and the hour specified in the convening notice.

14.6 Any director may act at any meeting of the Board by appointing in writing or by telefax or telegram or telex another director as his proxy.

14.7 A director may represent more than one of his colleagues, under the condition however that at least two directors are present at the meeting.

14.8 Any director may participate in any meeting of the Board by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting and is deemed to be held at the registered office of the Company.

14.9 The Board can validly debate and take decisions only if the majority of its members is present or duly represented. Decisions are made by the majority of the votes expressed by the members present or represented. If a member of the Board abstains from voting or does not participate to a vote, this abstention or non-participation are not taken into account in calculating the majority.

14.10 In the case of a tied vote, the Chairman or the chairman pro tempore, as the case may be, will have a casting vote.

14.11 Resolutions signed by all directors will be valid and binding in the same manner as if they were passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or telefax.

14.12 The decisions of the Board will be recorded in minutes to be inserted in a special register and signed by the chairman or by any two other directors. Any proxies will remain attached thereto.

14.13 Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the chairman or by any two other directors.

14.14 No contract or other transaction between the Company and any other company, firm or other entity will be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company have a personal interest in, or

are a director, associate, officer or employee of such other company, firm or other entity. Any director who is director or officer or employee of any company, firm or other entity with which the Company will contract or otherwise engage in business will not, merely by reason of such affiliation with such other company, firm or other entity be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

14.15 In the event that any director of the Company may have any personal and opposite interest in any transaction of the Company, such director will make known to the Board such personal and opposite interest and will not consider or vote upon any such transaction, and such transaction, and such director's interest therein, will be reported to the next following annual General Meeting.

14.16 The preceding paragraph does not apply to resolutions of the Board concerning transactions made in the ordinary course of business of the Company which are entered into on arm's length terms.

14.17 If, a quorum of the Board cannot be reached due to a conflict of interest, resolutions passed by the required majority of the other members of the Board present or represented at such meeting and voting will be deemed valid.

#### **15. Art. 15. Powers of the board of directors.**

15.1 The Board is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition and administration within the Company's purpose, in compliance with the investment policy as determined in article 19 of these Articles, to the extent that such powers are not expressly reserved by law or by these Articles to the General Meeting.

15.2 All powers not expressly reserved by law or by these Articles to the General Meeting lie in the competence of the Board.

**16. Art. 16. Corporate signature.** Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the joint signature of any two members of the Board or by the joint or single signature of any person(s) to whom authority has been delegated by the Board.

#### **17. Art. 17. Delegation of powers.**

17.1 The Board may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to physical persons or corporate entities which need not be members of the Board, acting under the supervision of the Board. The Board may also delegate certain of its powers, authorities and discretions to any committee, consisting of such person or persons (whether a member of members of the Board or not) as it thinks fit, provided that the majority of the members of the committee are directors of the Company and that no meeting of the committee will be quorate for the purpose of exercising any of its powers, authorities or discretions unless a majority of those present are directors of the Company.

17.2 The Board may also confer special powers of attorney by notarial or private proxy.

#### **18. Art. 18. Indemnification.**

18.1 The Company may indemnify any director or officer and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he or she may be made a party by reason of his or her being or having been a director or officer of the Company or, at his or her request, of any other corporation of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he or she will be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct.

18.2 In the event of a settlement, indemnification will be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty.

#### **19. Art. 19. Investment policies and restrictions.**

19.1 The Board is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interest. All powers not expressly reserved by law or by these Articles to the General Meeting may be exercised by the Board.

19.2 The Board has, in particular, the power to determine the corporate policy. The course of conduct of the management and business affairs of the Company will fall under such investment restrictions as may be imposed by the 2010 Act or be laid down in the laws and regulations of those countries where the shares are offered for sale to the public or as will be adopted from time to time by resolutions of the Board and as will be described in any prospectus relating to the offer of shares.

19.3 The management of the assets of the Sub-funds will be undertaken within the following investment restrictions. A Sub-fund may be subject to different or additional investment restrictions set out in the relevant special section of the Prospectus.

19.4 Subject to compliance with all investment restrictions which apply to UCIs subject to Part I of the 2010 Act and the additional investment restrictions set out in the Prospectus, the Company may invest in:

(a) shares in companies and other securities equivalent to shares in companies (shares), bonds and other forms of securities, debt and any other negotiable securities which carry the right to acquire any such transferable securities by subscription or exchange (Transferable Securities);

(b) instruments normally dealt in on the money market which are liquid, and have a value which can be accurately determined at any time (Money Market Instruments);

(c) shares or units of other UCIs, including shares or units of a master fund qualified as a UCITS;

(d) deposits with credit institutions, which are repayable on demand or have the right to be withdrawn and which are maturing in no more than twelve (12) months;

(e) financial derivative instruments;

(f) shares issued by one or several other Sub-funds under the conditions provided for by the 2010 Act and article 19.7 below.

19.5 The Company may purchase Transferable Securities and Money Market Instruments on any Regulated Market of a state of Europe being or not a Member State, of America, Africa, Asia, Australia or Oceania. The Company may also invest in recently issued Transferable Securities and Money Market Instruments, provided that the terms of issue include an undertaking that application will be made for admission to official listing on a Regulated Market and that such admission be secured within one year of issue. Each Sub-fund may also invest up to 10% of its net assets in other Transferable Securities and Money Market Instruments.

19.6 A Sub-fund may have as objective to replicate the composition of an index of securities or debt securities recognised by the Luxembourg supervisory authority.

19.7 A Sub-fund (the Investing Sub-fund) may invest in one or more other Sub-funds. Any acquisition of shares of another Sub-fund (the Target Sub-fund) by the Investing Sub-fund is subject to the following conditions (and such other conditions as may be applicable in accordance with the terms of the Prospectus):

(a) the Target Sub-fund may not invest in the Investing Sub-fund;

(b) the Target Sub-fund may not invest more than 10% of its net assets in another Sub-fund;

(c) the voting rights attached to the shares of the Target Sub-fund are suspended during the investment by the Investing Sub-fund; and

(d) the value of the share of the Target Sub-fund held by the Investing Sub-fund are not taken into account for the purpose of assessing the compliance with the EUR 1,250,000 minimum capital requirement.

19.8 In accordance with the principle of risk spreading, a Sub-fund may invest up to 100% of its net assets in Transferable Securities or Money Market Instruments issued or guaranteed by an EU member state, by its territorial public authorities, by a member state of the OECD, by a member state of the G20, by certain non-OECD member states (currently Singapore and Hong-Kong) or by international organisations of a public nature of which one or more EU member states are members, upon condition that (i) such securities must belong to at least six different issues, and that (ii) the securities belonging to any single issue do not represent more than 30% of the net assets of the relevant Sub-fund.

19.9 The Board, acting in the best interest of the Company, may decide, in the manner described in the Prospectus, that: (i) all or part of the assets of the Company or of any Sub-fund be co-managed on a segregated basis with other assets held by other investors, including other UCIs and/or their sub-funds; or that (ii) all or part of the assets of two or more Sub-funds be co-managed amongst themselves on a segregated or on a pooled basis.

19.10 Investments of each Sub-fund may be made either directly or indirectly through wholly-owned subsidiaries, as the Board may from time to time decide and as described in the Prospectus. Reference in these Articles to "investments" and "assets" shall mean, as appropriate, either investments made and assets beneficially held directly or investments made and assets beneficially held indirectly through the aforesaid subsidiaries.

19.11 The Company may employ techniques and instruments relating to Transferable Securities and Money Market Instruments for hedging or efficient portfolio management purposes.

19.12 Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the Board may, at any time it deems appropriate and to the widest extent permitted by applicable Luxembourg laws and regulations:

(a) create any Sub-fund and/or class of shares qualifying either as a feeder UCITS or as a master UCITS;

(b) convert any existing Sub-fund and/or share class into a feeder UCITS sub-fund and/or class of shares or change the master UCITS of any of its feeder UCITS sub-fund and/or class of shares.

## **20. Art. 20. Auditor.**

20.1 The accounting data reported in the annual report of the Company will be examined by an auditor (réviseur d'entreprises agréé) appointed by the General Meeting and remunerated by the Company.

20.2 The auditor fulfils all duties prescribed by the 2010 Act.

## **21. Art. 21. General meeting of shareholders of the company.**

21.1 The General Meeting represents, when properly constituted, the entire body of Shareholders of the Company. Its resolutions are binding upon all the Shareholders, regardless of the share class held by them. It has the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

21.2 The General Meeting meets when called by the Board. It will be necessary to call a General Meeting within a month whenever a group of Shareholders representing at least one tenth of the subscribed capital requires so by written notice. In such case, the concerned Shareholders must indicate the agenda of the meeting.



21.3 The annual General Meeting will be held at the registered office of the Company or at such other place in the municipality of its registered office as may be specified in the notice of meeting, on the second Monday in April each year at 14.00 (Luxembourg time). If this day is a legal or banking holiday in Luxembourg, the annual General Meeting will be held on the next business day.

21.4 Other General Meetings may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

21.5 Shareholders meet when called by the Board pursuant to a notice setting forth the agenda sent at least eight days prior to the meeting to each registered Shareholder at the Shareholder's address in the register of Shareholders. It is not necessary to provide proof at the meeting that such notices were actually delivered to registered Shareholders. The agenda is prepared by the Board, except when the meeting is called on the written request of the Shareholders, in which case the Board may prepare a supplementary agenda.

21.6 If all shares are in registered form or dematerialised form and if no publications are made, notices to Shareholders may be sent by registered mail only.

21.7 If all Shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the General Meeting may take place without notice of meeting.

21.8 The Board may determine all other conditions that must be fulfilled by Shareholders in order to attend any meeting of Shareholders. To the extent permitted by law, the convening notice to a General Meeting may provide that the quorum and majority requirements will be assessed against the number of shares issued and outstanding at midnight (Luxembourg time) on the fifth day prior to the relevant meeting (the Record Date) in which case, the right of any Shareholder to participate in the meeting will be determined by reference to his/her/its holding as at the Record Date.

21.9 The business transacted at any meeting of the Shareholders will be limited to the matters on the agenda and transactions related to these matters.

21.10 Each share of any share class is entitled to one vote, in accordance with Luxembourg law and these Articles. A Shareholder may act at any meeting of Shareholders through a written proxy to another person, who need not be a Shareholder and who may be a member of the Board of the Company.

21.11 Unless otherwise provided by law or herein, resolutions of the General Meeting are passed by a simple majority vote of the Shareholders present or represented.

## **22. Art. 22. General meetings of shareholders in a sub-fund or in a share class.**

22.1 The Shareholders of the share classes issued in a Sub-fund may hold, at any time, General Meetings to decide on any matters which relate exclusively to that Sub-fund.

22.2 In addition, the Shareholders of any share class may hold, at any time, General Meetings for any matters which are specific to that share class.

22.3 The provisions of article 21 of these Articles apply to such General Meetings.

22.4 Each share is entitled to one vote in accordance with Luxembourg law and these Articles. Shareholders may act either in person or through a written proxy to another person who need not be a Shareholder and may be a director.

22.5 Unless otherwise provided for by law or in these Articles, the resolutions of the General Meeting of a Sub-fund or of a share class are passed by a simple majority vote of the Shareholders present or represented.

## **23. Art. 23. Liquidation of sub-funds or share classes.**

23.1 In the event that for any reason the net assets of a Sub-fund or of any share class fall below the equivalent of the Minimum Net Asset Value or if a change in the economic or political environment of the relevant Sub-fund or share class may have material adverse consequences on the Sub-fund or share class' investments, or if an economic rationalisation so requires, the Board may decide to redeem all the shares of the relevant share class(es) at the net asset value per share (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) calculated as of the day the decision becomes effective. The Company will serve a notice to the holders of the relevant share class(es) at the latest on the effective date for the compulsory redemption, which will indicate the reasons and the procedure for the redemption operations: registered holders will be notified in writing. Unless it is otherwise decided in the interests of, or to keep equal treatment between the Shareholders, the Shareholders of the Sub-fund or of the share class concerned may continue to request redemption of their shares free of charge (but taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) prior to the date effective for the compulsory redemption.

23.2 Notwithstanding the powers conferred to the Board by the preceding paragraph, the General Meeting of any one or all share classes issued in any Sub-fund will, in any other circumstances, have the power, upon proposal from the Board, to redeem all the shares of the relevant share class(es) and refund to the Shareholders the net asset value of their shares (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) calculated on the Valuation Day at which such decision will become effective. No quorum will be required at this General Meeting and resolutions will be passed by a simple majority of those present or duly represented and voting at such meeting, provided that the decision does not result in the liquidation of the Company.

23.3 Any amounts unclaimed by the Shareholders at the closing of the liquidation and, at the latest, at the expiration of a period of nine (9) months following the decision to liquidate a Sub-fund or share class will be deposited with the Caisse

de Consignation in Luxembourg for a duration of thirty (30) years. If amounts deposited remain unclaimed beyond the prescribed time limit, they will be forfeited.

23.4 All redeemed shares will be cancelled.

**24. Art. 24. Merger of sub-funds or share classes.**

24.1 In accordance with the provisions of the 2010 Act and of these articles, the Board may decide to merge or consolidate the Company with, or transfer substantially all or part of the Company's assets to, or acquire substantially all the assets of, another UCITS established in Luxembourg or another EU Member State. For the purpose of this article, the term UCITS also refers to a sub-fund of a UCITS and the term Company also refers to a Sub-fund.

24.2 Any merger leading to termination of the Company must be approved by a resolution of the General Meeting in accordance with the quorum and majority requirements referred to in article 30 of these Articles. For the avoidance of doubt, this provisions does not apply in respect of a merger leading to the termination of a Sub-fund.

24.3 Shareholders will receive shares of the surviving UCITS or sub-fund and, if applicable, a cash payment not exceeding 10% of the net asset value of those shares.

24.4 The Company will provide appropriate and accurate information on the proposed merger to its Shareholders so as to enable them to make an informed judgment of the impact of the merger on their investment and to exercise their rights under this article 24 and the 2010 Act.

24.5 The Shareholders have the right to request, without any charge other than those retained by the Company to meet disinvestment costs, the redemption of their Shares.

24.6 Under the same circumstances as provided by article 23.1 above, the Board may decide to allocate the assets of a Sub-fund to those of another existing Sub-fund within the Company or to another Luxembourg UCITS or to another sub-fund within such other Luxembourg UCITS (the New Sub-fund) and to repatriate the shares of the share class or share classes concerned as shares of another share class (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to Shareholders). Such decision will be published in the same manner as described in article 24.4 one month before its effectiveness (and, in addition, the publication will contain information in relation to the New Sub-fund), in order to enable the Shareholders to request redemption of their Shares, free of charge, during such period.

24.7 Notwithstanding the powers conferred to the Board by article 24.6 above, a contribution of the assets and of the liabilities attributable to any Sub-fund to another Sub-fund within the Company may in any other circumstances be decided by a general meeting of Shareholders of the share class or share classes issued in the Sub-fund concerned for which there will be no quorum requirements and which will decide upon such a merger by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting.

24.8 If the interest of the Shareholders of the relevant Sub-fund or in the event that a change in the economic or political situation relating to a Sub-fund so justifies, the Board may proceed to the reorganisation of a Sub-fund by means of a division into two or more Sub-funds. Information concerning the New Sub-fund(s) will be provided to the relevant Shareholders. Such publication will be made one month prior to the effectiveness of the reorganisation in order to permit Shareholders to request redemption of their Shares free of charge during such one month prior period.

24.9 The Board may also decide that the Company or one or more Sub-funds acquire all the assets of a non-UCITS UCI (or one or several sub-funds thereof) established in Luxembourg or abroad in exchange for the issue of Shares by the Company or relevant Sub-fund(s).

**25. Art. 25. Financial year.** The financial year of the Company commences on 1 January of each year and terminates on 31 December of the same year.

**26. Art. 26. Application of income.**

26.1 The General Meeting determines, upon proposal from the Board and within the limits provided by law, how the income from the Sub-fund will be applied with regard to each existing share class, and may declare, or authorise the Board to declare, distributions.

26.2 For any share class entitled to distributions, the Board may decide to pay interim dividends in accordance with legal provisions.

26.3 Payments of distributions to owners of registered shares will be made to such Shareholders at their addresses in the register of Shareholders.

26.4 Distributions may be paid in such a currency and at such a time and place as the Board determines from time to time.

26.5 The Board may decide to distribute bonus stock in lieu of cash dividends under the terms and conditions set forth by the Board.

26.6 Any distributions that has not been claimed within 5 (five) years of its declaration will be forfeited and revert to the share class(es) issued in the respective Sub-fund.

26.7 No interest will be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

**27. Art. 27. Depositary.**

27.1 To the extent required by law, the Company will enter into a depositary agreement with a bank or credit institution as defined by the act dated 5 April 1993 on the financial sector, as amended (the Depositary).

27.2 The Depositary will fulfil its obligations in accordance with the 2010 Act.

27.3 If the Custodian indicates its intention to terminate the custodial relationship, the Board will make every effort to find a successor custodian within two months of the effective date of the notice of termination of the custodian agreement. The Board may terminate the agreement with the Custodian but may not relieve the Custodian of its duties until a successor custodian has been appointed.

**28. Art. 28. Liquidation of the company.**

28.1 The Company may at any time be dissolved by a resolution of the General Meeting, subject to the quorum and majority requirements referred to in article 29 of these Articles.

28.2 If the assets of the Company fall below two-thirds of the minimum capital indicated in article 5 of these Articles, the question of the dissolution of the Company will be referred to the General Meeting by the Board. The General Meeting, for which no quorum will be required, will decide by simple majority of the votes of the shares represented at the General Meeting.

28.3 The question of dissolution of the Company will further be referred to the General Meeting whenever the share capital falls below one-fourth of the minimum capital indicated in article 5 of these Articles; in such event, the General Meeting will be held without any voting quorum requirements and the dissolution may be decided by Shareholders holding one-quarter of the votes of the shares represented at the meeting.

28.4 The meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from the ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds or one-quarter of the legal minimum, as the case may be.

28.5 If the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators appointed in accordance with the provisions of the 2010 Act.

28.6 The decision to dissolve the Company will be published in the Mémorial and two newspapers with adequate circulation, one of which must be a Luxembourg newspaper.

28.7 The liquidator(s) will realise each Sub-fund's assets in the best interests of the Shareholders and apportion the proceeds of the liquidation, after deduction of liquidation costs, amongst the Shareholders of the relevant Sub-fund according to their respective prorata.

28.8 Any amounts unclaimed by the Shareholders at the closing of the liquidation of the Company will be deposited with the Caisse des Consignations in Luxembourg for a duration of thirty (30) years. If amounts deposited remain unclaimed beyond the prescribed time limit, they will be forfeited.

**29. Art. 29. Amendments to the articles.** These Articles may be amended by a General Meeting of Shareholders subject to the quorum and majority requirements provided for by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the 1915 Act).

**30. Art. 30. Definitions.** Words importing a masculine gender also include the feminine gender and words importing persons or Shareholders also include corporations, partnerships, associations and any other organised group of persons, whether incorporated or not.

**31 Art. 31. Applicable law.** All matters not governed by these Articles will be determined in accordance with the 1915 Act and the 2010 Act. In case of conflict between the 1915 Act and the 2010 Act, the 2010 Act will prevail.

*Transitional provisions*

The first business year begins today and ends on 31 December 2016.

The first annual General Meeting will be held on 2017.

*Subscription*

The Articles having thus been established, all shares have been subscribed as follows:

Belesta AG, prenamed .....	31 (thirty-one) shares
Total: .....	31 (thirty-one) shares

All these shares have been fully paid up by the shareholders by payment in cash, so that the sum of EUR31,000 (thirty-one thousand euro) paid by the shareholders is from now on at the free disposal of the Company, evidence thereof having been given to the officiating notary.

*Statement - Costs*

The notary executing this deed declares that the conditions prescribed by article 26 of the 1915 Act have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment. Further, the notary executing this deed confirms that these Articles comply with the provisions of article 27 of the 1915 Act.



The amount, approximately at least, of costs, expenses, salaries or charges, in whatever form it may be incurred or charged to the Company as a result of its formation, is approximately evaluated at EUR 2,800.-

*Extraordinary general meeting of shareholders*

The above named party, representing the whole of the subscribed capital, considering itself to be duly convened, has proceeded to hold an extraordinary general meeting of shareholders and having stated that it was regularly constituted, it has passed the following resolutions by unanimous vote:

1. the number of directors is set at 4 (four);
2. the following persons are appointed as members of the Board for a period ending on the date of the annual general meeting to be held in 2017:
  - Mr Thomas Martin Künzle, Director, born on 24 September 1962 in Zurich, Switzerland, and having his professional address Breitstrasse 8A, 5506 Mägenwil, Switzerland;
  - Mr Markus Johannes Wintsch, Director, born on 9 June 1968 in Bülach, Switzerland, and having his professional address at Städtle 28, 9490 Vaduz, Liechtenstein;
  - Mr Gramatiko Dit Mike Kara, Director, born on 25 June 1969 in Ettelbruck, Grand Duchy of Luxembourg, and having his professional address at 15A, avenue J.F. Kennedy, L- 1855, Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and
  - Mr Christian Walter Rockstroh, Director, born on 7 June 1957 in Bad Segeberg, Germany, and having his professional address at Städtle 28, 9490 Vaduz, Liechtenstein.
3. Grant Thornton Lux Audit, société anonyme, with registered office at 89a, Pafbruch, L-8308 Capellen, Grand Duchy of Luxembourg, is appointed as external auditor of the Company for a period ending on the date of the annual general meeting to be held on 2017;
4. the Company's registered office will be at 15, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing party, the present deed is worded in English.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing person, the said proxyholder signed together with the notary the present deed.

Signé: N. SAUERLAND et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 16 mars 2016. Relation: 1LAC/2016/8775. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

*Le Receveur (signé): P. MOLLING.*

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 18 mars 2016.

Référence de publication: 2016081798/853.

(160048321) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2016.

**Partners Group HAEK Private Debt S.A., SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 2, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 204.855.

—  
STATUTEN

Im Jahr zweitausendsechzehn, am sechzehnten März,

Vor der unterzeichneten Notarin Cosita DELVAUX, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, handelnd in Vertretung ihrer verhinderten Kollegin Léonie GRETHEN, Notarin mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, welche letztgenannte Depositarin der gegenwärtigen Urkunde bleibt.

Ist erschienen:

Partners Group Finance EUR IC Ltd., eine Gesellschaft nach Guernsey Recht gegründet und mit ihrem eingetragenen Geschäftssitz in Tudor House, Le Bordage, St. Peter Port, GY1 6BD Guernsey, in das Handels- und Unternehmensregister unter der Nummer 48295 eingetragen,

hier durch Frau Monique Drauth, Angestellte, mit beruflicher Anschrift in Luxemburg, mithilfe der Vollmacht vertreten, die in Guernsey am 15. März 2016 ausgestellt wurde,

Die unterzeichnete Vollmacht durch die erschienene Partei und die unterzeichnete Notarin werden diesem Dokument in unveränderter Form (ne varietur) beigelegt, welche bei Registrierungsstellen eingereicht werden muss.

Die erschienene Partei, hier vertreten wie vorerwähnt, hat die Notarin beauftragt, die folgende Satzung einer Société Anonyme festzuhalten:

**Art. 1. Errichtung.** Zwischen der zeichnenden Partei und all jenen, die Inhaber von später ausgegebenen Aktien werden, besteht ein Unternehmen in Form einer société anonyme, die unter dem Namen „Partners Group HAEK Private Debt S. A., SICAV-SIF“ (der „Fonds“) organisiert ist als eine „société d’investissement à capital variable“, qualifiziert als „fonds d’investissement spécialisé“ gemäß dem luxemburgischen Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, in seiner geänderten Fassung (das „Gesetz von 1915“) und gemäß dem luxemburgischen Gesetz vom 13. Februar 2007 über Spezialfonds, in seiner eventuell geänderten Fassung (das „Gesetz von 2007“) und gemäß der vorliegenden Satzung (der „Satzung“).

**Art. 2. Dauer.**

(a) Der Fonds wird auf unbestimmte Dauer errichtet.

(b) Der Fonds darf nicht aufgrund von Tod, Aberkennung der Bürgerlichen Rechte, Unfähigkeit, Insolvenz, Konkurs oder ähnlichen Ereignissen, welche einen oder mehrere der Aktionäre betreffen, aufgelöst werden.

**Art. 3. Zweck**

(a) Der Zweck des Fonds besteht darin, die verfügbaren Mittel in jeder Art von Vermögenswerten gemäß dem Gesetz von 2007 zu investieren, um das Anlagerisiko zu streuen und den Aktionären die Erträge der Verwaltung ihrer Vermögenswerte zu liefern.

(b) Der Fonds kann, soweit nach dem Gesetz von 2007 zulässig, alle Maßnahmen und Transaktionen durchführen, die er hinsichtlich der Erfüllung und Entwicklung des Zwecks als nützlich erachtet, einschließlich (i) Darlehen in jeder möglichen Form sowie (ii) die Bestellung von Sicherheiten oder andere Verfügungen über sein Vermögen (einschließlich, um jeden Zweifel auszuschließen, Ausstehendes Commitment und jede Art von Forderungen des Fonds) zur Sicherstellung der Pflichten des Fonds gegenüber seinen Aktionären oder Dritten, vorausgesetzt, dass die anderen Vorschriften dieser Satzung eingehalten werden.

**Art. 4. Gesellschaftssitz.** Der Sitz des Fonds befindet sich in Luxemburg-Stadt, im Großherzogtum Luxemburg. Durch Beschluss des Verwaltungsrats können in Luxemburg Zweigniederlassungen errichtet oder weitere Büros betrieben werden. Sofern und soweit gesetzlich zulässig, kann der Verwaltungsrat beschließen, den Sitz an einen anderen Ort in der Gemeinde Luxemburg-Stadt zu verlegen.

**Art. 5. Aktienkapital.**

(a) Das Aktienkapital des Fonds besteht aus nennwertlosen Aktien und entspricht jederzeit dem Nettoinventarwert des Fonds.

(b) Der Fonds wurde mit einem Aktienkapital von einunddreißig Tausend Euro (31.000,- EUR) repräsentiert durch drei Hundert und zehn (310) Aktien ohne Nennwert gegründet.

(c) Der Verwaltungsrat kann jedem ordnungsgemäß bevollmächtigten Organ des Fonds oder jeder anderen ordnungsgemäß bevollmächtigten Person die Pflicht auferlegen, Zeichnungen entgegenzunehmen sowie Zahlungen für ausgegebene Aktien auszuführen oder zu empfangen.

(d) Es werden keine vorrangigen Aktienbezugsrechte gewährt.

(e) Der Verwaltungsrat kann die im Zusammenhang mit der Zeichnung von Aktien eingezahlten Beträge ganz oder teilweise an die Investoren zurückzahlen, wobei diese Beträge zu einem späteren vom Verwaltungsrat bestimmten Zeitpunkt sowie zu von ihm festgelegten Bedingungen zurückgefordert werden können.

(f) Die Gesamtsumme der von einem Investor an den Fonds getätigten Zahlungen werden als „Kapitalleistungen“ bezeichnet.

(g) Die Zeitpunkte, an denen Aktienangebote zur Aufnahme zusätzlicher Investoren durchgeführt werden (jeweils ein „Aktienangebot“), werden gemäß den Bestimmungen des betreffenden Teilfonds festgelegt.

(h) Das Mindestkapital, wie im Gesetz von 2007 definiert, das innerhalb von zwölf Monaten ab Genehmigung des Fonds als société d’investissement à capital variable - fonds d’investissement spécialisé nach Luxemburger Recht erreicht sein muss, beträgt EUR 1.250.000 (eine Million zweihundert und fünfzig Tausend Euro).

**Art. 6. Teilfonds.**

(a) Der Fonds besteht aus einem oder mehreren Teilfonds (zusammen die „Teilfonds“ und einzeln ein „Teilfonds“) gemäß Artikel 71 des Gesetzes von 2007, der bzw. die einen eigenen Vermögenspool bilden, der ausschließlich zugunsten der Aktionäre des betreffenden Teilfonds verwaltet wird. Ein erster Teilfonds wird spätestens zwölf (12) Monate nach dem Zeitpunkt der Gründung des Fonds aufgelegt. Der Name jedes Teilfonds enthält im ersten Teil des Namens des Fonds, gefolgt von der Bezeichnung, die im Ermessen des Verwaltungsrats bestimmt wird.

(b) Der Verwaltungsrat kann jederzeit zusätzliche Teilfonds auflegen und dessen bzw. deren Namen und besonderen Merkmale festlegen (einschließlich unter anderem die Anlageziele und Richtlinien, Investitionsstrategie und/oder Beschränkungen, besondere Gebührenstrukturen und/oder die Referenzwährung), die im Prospekt des Fonds weiter festgelegt werden sowie regelmäßig ergänzt und aktualisiert werden, und die im entsprechenden Nachtrag zum Prospekt vollständig beschrieben werden (die „Teilfondsbestimmungen“). Diese Bestimmungen sind integraler Bestandteil des Prospekts für den entsprechenden Teilfonds.

(c) Der Fonds ist eine einzelne rechtliche Einheit. Abweichend von Artikel 2093 des luxemburgischen Bürgerlichen Gesetzbuchs und gemäß den Bestimmungen in Artikel 71 des Gesetzes von 2007 sind die Vermögenswerte eines einzelnen Teilfonds nur für die Schulden, Verpflichtungen und Verbindlichkeiten einzusetzen, die diesem Teilfonds zugewiesen werden können. Zwischen den Aktionären wird jeder Teilfonds als separate Einheit behandelt.

**Art. 7. Aktienklassen.** Der Verwaltungsrat kann jederzeit verschiedene Aktienklassen (gemeinsam die „Klassen“ und einzelnen eine „Klasse“) für jeden Teilfonds ausgeben, welche inter alia verschiedene Rechte und Pflichten hinsichtlich zulässigen Investoren, Ertrags- und Gewinnzuweisungen, Rücknahmeverfahren, Berichtspflichten und/oder gebühren- und Kostenstruktur gemäß den Teilfondsbestimmungen nach sich ziehen können.

**Art. 8. Haftung der Fondsinvestoren und Offenlegung gegenüber Fondsinvestoren.**

(a) Den Investoren ist es untersagt, für den Fonds in irgendeiner Form zu handeln, außer durch Ausübung ihrer Rechte bei den Generalversammlungen der Aktionäre.

(b) Fondsinvestoren haften gegenüber dem Fonds lediglich für (i) die Zahlung des Zeichnungspreises der Aktien sowie das „Ausstehende Commitment“, (ii) die Rückzahlung von Ausschüttungen, (iii) und etwaige Quellensteuerbeträge an den Fonds.

(c) Sofern die insbesondere gemäß Artikel 23 der AIFMD und Artikel 21 des Gesetzes von 2013 erforderlichen Angaben nicht direkt im Prospekt enthalten sind, muss es möglich sein, dass Investoren diese Informationen vor einer Investition in den Fonds am eingetragenen Sitz des Fonds oder des AIFM erhalten und der Prospekt muss darauf hinweisen, wie und wo diese Informationen erhalten werden können.

**Art. 9. Aktienregister.**

(a) Alle ausgegebenen Aktien des Fonds werden im Aktienregister (das „Aktienregister“) geführt. Das Aktienregister enthält den Namen jedes Aktionärs, ihren Wohnsitz, Gesellschaftssitz oder Domizil, die Anzahl und Klasse der gehaltenen Aktien, der auf die Aktien einbezahlte Betrag sowie die Angaben zur Bankverbindung der Aktionäre.

(b) Solange der Fonds keine gegenteiligen Instruktionen bekommen hat, darf er die aus dem Aktienregister ersichtlichen Angaben als zutreffend und aktuell betrachten und kann insbesondere die darin enthaltenen Anschriften für das Versenden von Mitteilungen und Ankündigungen und die Bankverbindungen für den Zahlungsverkehr benutzen.

(c) Der Fonds bestimmt eine Stelle, die für das Führen des Aktienregisters verantwortlich ist.

(d) Aktien können an Zulässige Investoren gemäß den Bestimmungen im Prospekt frei übertragen werden. Das Ausstehende Commitment kann übertragen werden, sofern der Erwerber (i) nach Einschätzung des Verwaltungsrats kreditwürdig ist und (ii) im Einklang mit den Voraussetzungen des Gesetzes von 2007 Zulässiger Investor ist.

Sofern ein VAG-Anleger Aktien (direkt oder indirekt) als Teil seines gebundenen Vermögens (oder gegebenenfalls einer vergleichbaren Vermögensmasse) hält, sind diese Aktien frei übertragbar und eine solche Übertragung erfordert keine Genehmigung des Verwaltungsrats, sofern der Erwerber ein Zulässiger Investor ist und alle Unterlagen vorgelegt werden, die der Verwaltungsrat nach vernünftigem Ermessen im Zusammenhang mit der Übertragung verlangt.

Sofern und solange Aktien Teil eines Sicherungsvermögens oder eines sonstigen gebundenen Vermögens (jeweils im Sinne des deutschen Versicherungsaufsichtsgesetzes in seiner jeweils geltenden Fassung) ist, zu dessen Überwachung ein Treuhänder bestellt worden ist, darf über diese Aktien nur mit vorheriger schriftlicher Zustimmung dieses Treuhänders oder seines Stellvertreters verfügt werden.

Mit der Übertragung von Aktien muss der Erwerber alle bereits für den Veräußerer begründeten Verbindlichkeiten und Verpflichtungen hinsichtlich der betreffenden Aktien akzeptieren und dafür allein verantwortlich zeichnen, wobei der Veräußerer gegenüber dem Fonds hinsichtlich aller dieser Verbindlichkeiten und Verpflichtungen frei wird.

(e) Aktienbruchteile können bis zur dritten Dezimalstelle ausgegeben werden.

(f) Die Aktien werden nur als Namensaktien ausgegeben.

(g) Die Aktien sind in elektronisch verbuchungsfähiger Form erhältlich. Es werden keine Zertifikate ausgegeben.

**Art. 10. Commitment.**

(a) Fondsinvestoren verpflichten sich unwiderruflich, Aktien zu dem in der Zeichnungsvereinbarung festgelegten Betrag zu zeichnen (jeweils ein „Commitment“).

(b) Das minimale Commitment kann für jeden Teilfonds in den entsprechenden Teilfondsbestimmungen festgelegt werden, obwohl der Verwaltungsrat sich das Recht vorbehält, Investoren mit geringeren Zusagen aufzunehmen.

(c) Sofern dies in den entsprechenden Teilfondsbestimmungen nicht anderslautend festgelegt ist, ist das von jedem Fondsinvestor getätigte Commitment zahlbar, indem zusätzliche Aktien am Teilfonds gezeichnet werden. Vor jedem Kapitalabruf werden die Fondsinvestoren eine Mitteilung erhalten, welche sie über den an den Teilfonds zu zahlenden Betrag und die entsprechende Anzahl der zu zeichnenden Aktien informiert. Dieser Betrag muss innerhalb von zehn (10) Kalendertagen in EUR gezahlt werden und die entsprechende Anzahl von Aktien wird an den Fondsinvestor ausgegeben (jeder dieser Abrufvorgänge wird als „Kapitalabruf“ bezeichnet). Mit jeder Mitteilung über einen Kapitalabruf werden alle vom jeweiligen Fondsinvestor bisher gezeichneten aber noch nicht abgerufenen Beträge abgerufen. Der Kapitalabruf soll möglichst zeitnah nach der Zeichnung erfolgen oder, falls dies nicht möglich sein sollte, wird der Termin für die Aktienaussgabe zuerst mit den Fondsinvestoren abgestimmt.

### **Art. 11. Zulässiger Investor.**

(a) Der im Namen des Fonds handelnde Verwaltungsrat kann in eigenem Ermessen den Erwerb von Aktien durch irgendeine Person, Firma oder Körperschaft einschränken oder untersagen.

(b) Nur „Zulässigen Investoren“ (gemäß definiertem Begriff) ist es erlaubt, Beteiligungen des Fonds zu halten.

(c) Der Verwaltungsrat kann in eigenem Ermessen die Annahme von Zeichnungsverträgen solange aufschieben, bis der Status des Antragstellers als Zulässiger Investor ausreichend dokumentiert worden ist.

(d) Die Ausübung der dem Fonds aufgrund dieses Artikels 11 erteilten Befugnisse kann keinesfalls dadurch in Frage gestellt oder ungültig erklärt werden, dass der Nachweis über den Aktienbesitz durch irgendeine Person unzureichend gewesen sei oder dass der tatsächliche Aktienbesitz von den dem Fonds zum Zeitpunkt der Kaufanzeige bekannten Tatsachen abgewichen sei, vorausgesetzt, dass der Fonds die genannten Befugnisse in einem solchen Fall in gutem Glauben ausgeübt hat.

(e) Neben der Haftung nach anwendbarem Recht, hat jeder Fondsinvestor, der eine Beteiligung hält, ohne die Voraussetzungen eines Zulässigen Investors zu erfüllen, den Fonds, den Verwaltungsrat, die übrigen Fondsinvestoren und Aktionäre und die Beauftragten des Fonds schadlos zu halten und für alle Schäden, Verluste und Aufwände zu entschädigen, die sich aus einem solchen Halten einer Beteiligung ergeben oder damit zusammenhängen, insofern der betreffende Fondsinvestor irreführende oder unwahre Dokumentationsunterlagen eingereicht oder irreführende oder unwahre Zusicherungen abgegeben hat, um unrechtmäßig den Status als Zulässiger Investor zu erlangen, oder es versäumt hat, den Fonds über den Verlust dieses Status zu benachrichtigen.

### **Art. 12. Jahreshauptversammlung.**

(a) Die Jahreshauptversammlung der Aktionäre wird in Übereinstimmung mit Luxemburger Recht jeweils am letzten Donnerstag des Monats Juni um 12.30 Uhr (Luxemburger Zeit) in Luxemburg am Sitz des Fonds oder an einem anderen in der Einladung zur Versammlung angegebenen Ort in Luxemburg durchgeführt, zum ersten Mal im Jahr 2017. Sofern dieser Tag in Luxemburg kein Bankarbeitstag ist, wird die Jahreshauptversammlung der Aktionäre am vorangehenden Bankarbeitstag abgehalten.

(b) Andere Aktionärsversammlungen können an den Orten und zu den Zeitpunkten, wie in der entsprechenden Einladung aufgeführt, abgehalten werden.

### **Art. 13. Aktionärsversammlungen.**

(a) Alle Aktionärsversammlungen werden vom Verwaltungsratsvorsitzenden geleitet.

(b) Jede ordnungsgemäß einberufene Aktionärsversammlung repräsentiert die Gesamtheit der Aktionäre. Der Aktionärsversammlung kommt die umfassendste Befugnis zu, im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit des Fonds Anweisungen zu erteilen und Handlungen auszuführen oder zu ratifizieren.

(c) Ein Aktionär kann an jeder Aktionärsversammlung handeln, indem er:

(i) eine andere Person schriftlich zu seinem Bevollmächtigten bestellt oder

(ii) dem Fonds eine schriftliche Bescheinigung zukommen lässt, welche die Weisung enthält, wie er sich entschieden hat, bezüglich der verschiedenen Tagesordnungspunkte abzustimmen, sofern die schriftlichen Abstimmungsbescheinigungen, (1) den Nachnamen, Vornamen, die Adresse und Unterschrift des betreffenden Aktionärs, (2) die Angabe der Aktien für die der Aktionär sein Stimmrecht ausübt, (3) die in der Einberufungsmittelung aufgeführte Tagesordnung und (4) die Abstimmungsweisung (Zustimmung, Ablehnung, Enthaltung) für jeden Tagesordnungspunkt enthalten. Die Originale der Abstimmungsbescheinigungen müssen von dem Fonds 24 Stunden vor der betreffenden Aktionärsversammlung empfangen werden.

(d) Bei jeder Aktionärsversammlung kommt jeder Aktie eine Stimme zu.

(e) Soweit durch das Gesetz oder die Satzung nicht anders bestimmt, stimmen alle Aktien als Aktien einer Klasse.

(f) Soweit durch das Gesetz oder durch diese Satzung nicht anders bestimmt, benötigen die an einer Aktionärsversammlung gefassten Beschlüsse (ein „Aktionärsbeschluss“) die Zustimmung einer einfachen Mehrheit der von den anwesenden oder vertretenen Aktionären abgegebenen Stimmen.

(g) Wie nach Luxemburger Recht vorgeschrieben, muss jede Vorankündigung einer Aktionärsversammlung mindestens 8 Tage im Voraus erfolgen.

(h) Der Verwaltungsrat ist befugt, alle anderen Voraussetzungen zu bestimmen, die von den Aktionären erfüllt werden müssen, um an einer Aktionärsversammlung teilzunehmen.

(i) Abgegebene Stimmen, wie in dieser Satzung verwendet, beinhalten keine Stimmen betreffend Aktien, für die ein Aktionär nicht an der Abstimmung teilgenommen oder sich enthalten oder eine inhaltslose oder ungültige Stimme abgegeben hat.

(j) Der Verwaltungsrat ist verpflichtet, eine Aktionärsversammlung derart einzuberufen, dass sie innerhalb von einem Monat stattfinden kann, wenn Aktionäre, die 10% des Kapitals des Fonds vertreten, dies schriftlich und unter Angabe der Tagesordnung verlangen.

#### **Art. 14. Verwaltungsrat - Zusammensetzung und Verfahren.**

(a) Der Fonds wird vom Verwaltungsrat geleitet, der aus mindestens drei (3) Mitgliedern besteht. Die Verwaltungsratsmitglieder brauchen keine Aktionäre zu sein.

(b) Die Generalversammlung der Aktionäre wird die Verwaltungsratsmitglieder vorbehaltlich einer vorherigen Genehmigung durch die CSSF ernennen, und sie bestimmt ihre Anzahl, ihre Vergütung und die Dauer ihrer Amtszeit. Verwaltungsratsmitglieder können nicht für eine Amtszeit von mehr als sechs (6) Jahren ernannt werden. Sie können aber nach Ablauf ihrer Amtszeit erneut ernannt werden.

(c) Verwaltungsratsmitglieder können durch Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre jederzeit mit oder ohne Grund entfernt werden.

(d) Wenn das Amt eines Verwaltungsratsmitglieds frei wird, können die anderen Verwaltungsratsmitglieder, die mit einfacher Mehrheit handeln, die offene Position vorläufig füllen, bis durch die nächste Generalversammlung der Aktionäre ein neues Verwaltungsratsmitglied ernannt wird.

(e) Der Verwaltungsrat muss aus seiner Mitte einen Vorsitzenden ernennen. Er kann einen Sekretär wählen, der kein Verwaltungsratsmitglied zu sein braucht, und der für die Protokollführung der Verwaltungsratssitzungen und der Generalversammlung der Aktionäre verantwortlich sein wird.

(f) Der Verwaltungsrat muss auf Antrag des Vorsitzenden oder von zwei (2) Verwaltungsratsmitgliedern an dem Ort zusammentreten, der in der Mitteilung genannt wird. Grundsätzlich sollen die Sitzungen in Luxemburg erfolgen.

(g) Die schriftliche Mitteilung einer Verwaltungsratssitzung muss jedem Verwaltungsratsmitglied mindestens vierundzwanzig (24) Stunden im Voraus zukommen, außer im Notfall, bei welchem Fall die Art und den Umständen dieser Sitzung in der Mitteilung festgelegt werden.

(h) Es ist keine vorherige Mitteilung erforderlich, wenn alle Verwaltungsratsmitglieder anwesend oder vertreten sind und jeder von ihnen eine vollständige Kenntnis der Tagesordnung der Sitzung hat. Ein Verwaltungsratsmitglied kann auch vor oder nach der Sitzung auf die Mitteilung über eine Sitzung verzichten. Für die Sitzungen, deren Zeit und Ort in einem zuvor vom Verwaltungsrat verabschiedeten Plan angegeben werden, sind keine gesonderten schriftlichen Mitteilungen erforderlich.

(i) Ein Verwaltungsratsmitglied kann einem anderen Verwaltungsratsmitglied eine Vollmacht erteilen, um ihn auf einer Verwaltungsratssitzung zu vertreten.

(j) Der Verwaltungsrat ist nur dann beschlussfähig, wenn die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist. Die Beschlüsse des Verwaltungsrats sind gültig, wenn sie mit der Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder angenommen werden. Der Vorsitzende hat bei Stimmengleichheit die ausschlaggebende Stimme. Die Beschlüsse des Verwaltungsrats werden in vom Vorsitzenden, von allen anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitgliedern oder vom Sekretär (falls vorhanden) unterzeichneten Protokollen festgehalten.

(k) Jedes Verwaltungsratsmitglied kann an jeder Verwaltungsratssitzung durch Telefon- oder Videokonferenz oder jedes andere Kommunikationsmedium teilnehmen, mit welchem alle Sitzungsteilnehmer einander identifizieren, zuhören und miteinander sprechen können. Die Teilnahme mithilfe eines solchen Mediums gilt als persönliche Teilnahme an einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Sitzung.

(l) Von allen Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnete Umlaufbeschlüsse sind genauso gültig und bindend, als ob sie bei einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Verwaltungsratssitzung verabschiedet worden wären, und sie tragen das Datum der letzten Unterschrift.

Ein Verwaltungsratsmitglied, das an einer Transaktion außerhalb des normalen Geschäftsverlaufs beteiligt ist, die den Interessen des Fonds zuwiderläuft, muss den Verwaltungsrat entsprechend informieren. Eine solche Erklärung muss im Protokoll der Sitzung festgehalten werden. Das betroffene Verwaltungsratsmitglied darf sich an den Beratungen über diese Transaktion nicht beteiligen. Ein Sonderbericht über die entsprechende Transaktion wird den Aktionären bei der nächsten Generalversammlung der Aktionäre vorgelegt, bevor über einen anderen Beschluss abgestimmt wird.

#### **Art. 15. Befugnisse des Verwaltungsrats.**

(a) Dem Verwaltungsrat kommt die weitestreichende Befugnis zu, alle Handlungen im Zusammenhang mit der Verwaltung und Geschäftsführung des Fonds vorzunehmen und Transaktionen zu prüfen, durchzuführen und zu vollenden, die im Einklang mit dem Geschäftsziel des Fonds stehen.

(b) Alle Befugnisse, die nicht durch Gesetz oder Satzung der Jahresgeneralversammlung der Aktionäre vorbehalten sind, stehen dem Verwaltungsrat zu.

(c) Der Verwaltungsrat bestimmt die Anlagepolitik und die Darlehenspolitik des Fonds, im Rahmen der durch (i) das luxemburgische Recht, (ii) die Aufsichtsbehörden und (iii) diese Satzung gesetzten Grenzen.

(d) Der Verwaltungsrat darf im Namen des Fonds Darlehen für Zwecke des Liquiditätsmanagements aufnehmen. Der Verwaltungsrat darf nur im Einklang mit geltendem Recht und gemäß den geltenden Vorschriften und zu marktüblichen Konditionen Darlehen aufnehmen.

Der AIFM darf den Fonds nur veranlassen, Darlehen für einen bestimmten Teilfonds gemäß den Bestimmungen in den entsprechenden Teilfondsbestimmungen abzuschließen.



(e) Gemäß der AIFMD und dem Gesetz von 2013 ist der Fonds befugt, (i) Dienstleister zu bestellen soweit dies durch die anwendbaren Gesetze und Vorschriften zulässig ist und (ii) einen gemäß der AIFMD und dem Gesetz von 2013 zugelassenen luxemburgischen oder ausländischen Verwalter alternativer Investmentfonds zu benennen. Der Verwaltungsrat kann mit solchen Personen oder Unternehmen Dienstleistungsverträge abschließen, Befugnisse übertragen und die durch den Fonds in diesem Zusammenhang zu tragende Vergütung festsetzen. Wenn das Gesetz eines Nicht-EUMitgliedstaates vorschreibt, dass bestimmte Finanzinstrumente bei einer inländischen Einrichtung zu verwahren sind, jedoch keine inländische Verwahrstelle die Voraussetzungen gemäß Artikel 21, Paragraph 11 (d) (ii) der AIFMD bzw. Artikel 19, Paragraph (11)(d)(ii) des Gesetzes von 2013 erfüllt, ist die Verwahrstelle des Fonds von einer Haftung befreit, wenn die Voraussetzungen gemäß Artikel 21, Paragraph 14 der AIFMD bzw. Artikel 19, Paragraph (14) des Gesetzes von 2013 erfüllt wurden. Informationen zu einer Haftungsfreistellung der Verwahrstelle sowie substanzielle Änderungen dieser Informationen werden Investoren gemäß Artikel 8(c) dieser Satzung und soweit nach geltenden Gesetzen und Vorschriften erforderlich offengelegt oder zur Verfügung gestellt.

(f) Für jeden Teilfonds kann ein Anlageausschuss bestellt werden, der den AIFM hinsichtlich der Anlagetätigkeit berät. Er hat rein beratende Funktion und besitzt selbst kein Initiativrecht bezüglich einzelner Anlage- oder Verkaufsentscheidungen. Sofern ein Anlageausschuss für einen Teilfonds eingerichtet wird, wird dieser vor jeder Anlage- oder Verkaufsentscheidung durch den AIFM konsultiert. Der AIFM wird eine Anlage- oder Verkaufsentscheidung für den Fonds nicht ohne ein positives Votum des Anlageausschusses und ohne vorherige Information der Aktionäre des entsprechenden Teilfonds treffen. Eine Delegation von Anlage- bzw. Verkaufsentscheidungen (Vermögensverwaltung) durch den AIFM auf den Anlageausschuss ist ausgeschlossen. Einzelheiten bezüglich der Arbeitsweise des Anlageausschusses werden in einer Geschäftsordnung geregelt, die vom Verwaltungsrat erlassen wird.

Der Anlageausschuss setzt sich aus bis zu drei Vertretern der Aktionäre des betreffenden Teilfonds zusammen und wird formell vom Verwaltungsrat bestellt. Die Mitglieder des Anlageausschusses werden vom Verwaltungsrat in freiem Ermessen ernannt. Die Mitglieder können ihr Amt jederzeit durch schriftliche Erklärung gegenüber dem Fonds niederlegen. Der AIFM und der Verwaltungsrat nehmen als nicht stimmberechtigte Mitglieder an allen Sitzungen des Anlageausschusses teil. Allein die bestellten Vertreter der Aktionäre sind stimmberechtigt.

Der Anlageausschuss ist rechtmäßig zusammengetreten, wenn mindestens die Hälfte aller stimmberechtigten Mitglieder, die zusammen mindestens die Hälfte aller ausgegebenen Aktien vertreten, sowie mindestens ein Vertreter des AIFM und ein Vertreter des Verwaltungsrates anwesend oder vertreten sind.

Beschlüsse sind wirksam gefasst, wenn mindestens die Hälfte der anwesenden oder vertretenen stimmberechtigten Mitglieder, die gleichzeitig mindestens die Hälfte aller ausgegebenen Aktien vertreten, zustimmen.

Der Anlageausschuss kommt bei Bedarf auf Einladung des Verwaltungsrates oder des AIFM zusammen. Sitzungen können physisch, per Video- oder Telefonkonferenz, per E-Mail oder durch vergleichbare Kommunikationsmittel abgehalten werden. Zulässig sind auch schriftliche Beschlüsse im Umlaufverfahren, die vom Vorsitzenden des Anlageausschusses und vom Protokollführer unterzeichnet werden.

Über die Sitzungen des Anlageausschusses wird ein Protokoll angefertigt, das vom Vorsitzenden des Anlageausschusses und vom Protokollführer unterschrieben wird und in dem insbesondere die Abstimmungen über die Vorschläge zu Anlage- bzw. Verkaufsentscheidungen im Einzelnen protokolliert werden.

(g) Der Verwaltungsrat kann jederzeit die Notierung der Aktien eines oder mehrerer Teilfonds an jeder Börse oder jedem Wertpapiermarkt beschließen. Sollte der Verwaltungsrat die Notierung der Aktien des Fonds an einer Börse beschließen, so wird der Prospekt im erforderlichen Umfang angepasst.

**Art. 16. Ordnungsgemäße Bevollmächtigung.** Der Fonds wird durch die Doppelunterschrift von zwei (2) Verwaltungsratsmitgliedern oder durch Unterschrift von jeglichen anderen Personen, auf die der Verwaltungsrat die Bevollmächtigung übertragen hat, vertreten.

#### **Art. 17. Haftungsbeschränkung & Entschädigung.**

(a) Keine „Entschädigungsberechtigte Person“ (gemäß untenstehender Definition) ist dem Fonds oder den Fondsinvestoren gegenüber verantwortlich für seine Handlungen oder Unterlassungen im begründeten Glauben, dass eine solche Handlung oder Unterlassung im besten Interesse des Fonds ist oder dem nicht zuwiderläuft und im Rahmen der dieser Entschädigungsberechtigte Person erteilten Bevollmächtigung liegt, vorausgesetzt dass solche Handlungen oder Unterlassungen keine grobe Fahrlässigkeit, vorsätzliches Fehlverhalten oder materielle Verletzung einer wesentlichen Pflicht der Entschädigungsberechtigten Person gegenüber dem Fonds darstellen.

(b) Soweit rechtlich zulässig werden der Verwaltungsrat, der AIFM oder seine mit ihm verbundenen Gesellschaften und alle deren jeweiligen Angestellten, Handlungsbevollmächtigten, Direktoren, Beauftragte, Kontrollpersonen oder Vertreter (jeder eine „Entschädigungsberechtigte Person“) vom Fonds entschädigt oder schadlos gehalten im Zusammenhang mit allen Ansprüchen, Verbindlichkeiten, Schäden, Verlusten, Kosten und Auslagen jeder Art (einschließlich der Beträge, die bezahlt werden zur Begleichung von Gerichtsurteilen, oder in Kompromissen und Vergleichen, als Geldbußen und -strafen sowie rechtliche oder andere Kosten und Auslagen für die Ermittlung oder die Abwehr gegen jegliche Klagen oder angelegte Forderungen) egal welcher Natur, bekannt oder unbekannt, beziffert oder unbeziffert (zusammen „Verluste“), die bei einer Entschädigungsberechtigten Person angefallen sind und aus den Angelegenheiten oder Aktivitäten des Fonds entstanden sind oder damit in Beziehung stehen, einschließlich der Tätigkeit als Direktor einer Zielgesellschaft, oder der

Ausübung von Pflichten hierunter oder anderweitig im Zusammenhang mit einer aktuellen oder vergangenen Tätigkeit als Direktor oder Handlungsbevollmächtigter des Fonds, vorausgesetzt dass eine Entschädigungsberechtigte Person nicht zu einer Entschädigung hierunter berechtigt ist, sofern sich solche Verluste direkt aus der groben Fahrlässigkeit, vorsätzlichem Fehlverhalten oder einer materiellen Verletzung einer wesentlichen Bestimmung der Satzung durch die Entschädigungsberechtigte Person oder aus einer internen Streitigkeit zwischen Entschädigungsberechtigten Personen ergeben.

(c) Das Recht der Entschädigungsberechtigten Person auf eine Entschädigung nach dieser Bestimmung ist kumulativ im Verhältnis zu und zusätzlich zu jeglichen Rechten, die ihr anderweitig vertraglich oder von Rechts wegen zustehen und erstreckt sich auf die Erben, Rechtsnachfolger und Rechtsvertreter der Entschädigungsberechtigten Person.

(d) Eine Entschädigungsberechtigte Person ist gehalten, zuerst zu versuchen, eine Entschädigungsleistung aus einer anderen Haftungsvereinbarung oder Versicherungspolice, nach der die Entschädigungsberechtigte Person entschädigt beziehungsweise versichert ist, zu erlangen. Dies gilt jedoch nur soweit die entschädigungspflichtige Person in Bezug auf die Haftungsvereinbarung oder die Versicherungsgesellschaft in Bezug auf die Versicherungspolice eine solche Entschädigung oder Versicherungsleistung rechtzeitig leistet (oder ihre entsprechende Verpflichtung anerkennt). Im Falle dass eine Entschädigungsberechtigte Person gemäß diesem Artikel 17 entschädigt worden ist und daraufhin in Bezug auf denselben Gegenstand von einer solchen entschädigungspflichtigen Person beziehungsweise Versicherungsgesellschaft eine Entschädigungsleistung bezieht, ist sie verpflichtet, den so bezogenen Betrag zwecks Verrechnung dem Fonds zu überweisen nach Abzug aller bei der Beschaffung der Rückerstattung angefallenen Kosten und Auslagen sowie aller darauf erhobenen Steuern. Bevor die Entschädigungsberechtigte Person in einen Kompromiss oder einen Vergleich einwilligt, der für den Fonds eine Entschädigungspflicht gegenüber der Abgedeckte Person zur Folge hat, muss sie beim Verwaltungsrat jeweils eine schriftliche Genehmigung einholen.

**Art. 18. Einlage- und Rückeinlagepflichten.** Um Entschädigungs- oder andere Pflichten des Teilfonds erfüllen zu können, kann der Teilfonds von seinen Investoren (i) Kapitalleistungen in maximaler Höhe des noch Ausstehenden Commitments und/oder (ii) Rückeinlagen in Höhe von bis zu 50% der bisher an diese entrichteten Ausschüttungen abzüglich aller bereits an den Fonds geleisteten Rückeinlagen verlangen. Die Pflicht der Fondsinvestoren, zuvor an sie entrichtete Ausschüttungen zurückzuerstatten, bleibt entweder (i) bis zu drei Jahre nach dem betreffenden Ausschüttungsdatum oder (ii) bis zur Liquidation des Fonds bestehen (je nachdem welches Ereignis früher eintritt), vorausgesetzt, dass, wenn am Ende einer dieser Zeitspannen Prozesse, Verfahren oder Ermittlungen anhängig sind, der Verwaltungsrat den Fonds und die Aktionäre schriftlich benachrichtigt, bleibt in solchen Fällen die Pflicht der Fondsinvestoren zur Leistung von Rückeinlagen in Bezug auf sämtliche Pflichten des Fonds, die aus solchen Prozessen, Verfahren oder Ermittlungen entstehen oder sich auf diese beziehen (oder alle zugehörigen Prozesse, Verfahren oder Ermittlungen, die auf demselben oder einem ähnlichen Anspruch beruhen) bis zu dem Zeitpunkt bestehen, zu dem solche Prozesse, Verfahren oder Ermittlungen abgeschlossen sind. Der Fonds kann Rückstellungen bilden, um Entschädigungszahlungen oder andere Verbindlichkeiten des Teilfonds nach dessen Liquidation zu begleichen.

**Art. 19. Rücknahme von Aktien und säumige Anleger.**

(a) Aktionäre können alle oder einen Teil ihrer Aktien zum Nettoinventarwert zurückgeben, sofern die entsprechenden Teilfondsbestimmungen keine anderslautende Bestimmung enthalten.

(b) Eine Rücknahme von Aktien im Ermessen des Verwaltungsrats ist in den folgenden Fällen möglich:

(i) in Bezug auf Aktien, die im Zuge der Gründung des Fonds ausgegeben wurden

(ii) zum Zweck der zeitweiligen Rückgabe an die Aktionäre von Beträgen, die im Zusammenhang mit Aktienangeboten oder Kapitalabrufen eingezahlt werden;

(iii) zum Zweck der Ausschüttung von Investitionserlösen; und

(iv) wenn ein Aktionär nicht oder nicht mehr die Voraussetzungen an einen Zulässigen Investor erfüllt.

(c) Die Rücknahme von Aktien erfolgt zu:

(i) dem Zeichnungsbetrag in Bezug auf Rücknahmen gemäß Artikel 19(b)(i) und (ii);

(ii) dem letzt ausgewiesenen Nettoinventarwert in Bezug auf Rücknahmen gemäß Artikel 19(b)(iii) und (iv).

(d) Der Verwaltungsrat ist flexibel in der Wahl zwischen den Optionen (i) bis (iv) gemäß Artikel 19 (b), wenn dies für notwendig erachtet wird und die Interessen der Investoren/Aktionäre berücksichtigt werden.

(e) Zurückgenommene Aktien werden von dem Fonds annulliert.

(f) Falls zu irgendeiner Zeit:

(i) der Verwaltungsrat feststellt, dass eine von einem Fondsinvestor gegenüber dem Fonds abgegebene Zusicherung in Bezug auf den Erwerb von Aktien sich als unwahr oder unrichtig herausstellt; oder

(ii) ein Fondsinvestor seine Pflichten gegenüber dem Fonds nicht erfüllt und er insbesondere zugesagt hat, weitere Aktien zu zeichnen und dieser Zusage, innerhalb des vorgegebenen Zeitrahmens weitere Kapitalleistungen zu leisten, nicht nachkommt, ist der Verwaltungsrat befugt, sofern die oben aufgeführten Verstöße nicht innerhalb einer vom Verwaltungsrat zu bestimmenden oder im Prospekt angegebenen angemessenen Frist geheilt wurden, (A) die mit einem Teil oder allen vom säumigen Anleger bislang gezeichneten und einbezahlten Aktien verknüpften Vermögensrechte zeitweilig aufzuschieben oder zu beenden, oder (B) den Verkauf und die Übertragung der vom säumigen Anleger gehaltenen Beteiligung auf einen neuen Investor zu veranlassen, zu einem Betrag, der dem Nettoinventarwert entspricht oder (C) das Ausstehende

Commitment des säumigen Anlegers zu reduzieren oder (D) dem säumigen Anleger das Recht zu entziehen, Kapitalleistungen zu leisten oder (E) die vorgenannten Möglichkeiten zu kombinieren oder solche andere Maßnahmen, einschließlich der im Prospekt erwähnten Maßnahmen, zu ergreifen, die er für angemessen hält.

(g) Jeder Investor bestätigt ausdrücklich die strikten Verzugs- und Nichtleistungsbestimmungen dieser Satzung anzuerkennen und dass seine Aufnahme als Fondsinvestor unter der Voraussetzung seiner Zustimmung zu den Bestimmungen dieser Satzung erfolgte. Ebenfalls anerkennen die Investoren, dass bei Verletzung ihrer in Artikel 19 (f) (ii) dargelegten Verpflichtungen gegenüber dem Fonds der Verwaltungsrat keine andere Wahl hat als die vermögensrechtlichen Ansprüche der jeweiligen Investoren in Verbindung mit ihren Aktien zu beenden.

**Art. 20. Umwandlung von Aktien.** Die Umwandlung von Aktien eines bestimmten Teilfonds in Aktien eines anderen Teilfonds oder die Umwandlung (oder der Wechsel) von Aktien einer Klasse in eine andere Klasse des gleichen oder eines anderen Teilfonds können auf Grundlage des einzelnen Teilfonds oder der Klasse genehmigt werden, soweit dies in den entsprechenden Teilfondsbestimmungen festgelegt ist.

**Art. 21. Nettoinventarwert der Aktien.**

(a) Der Nettoinventarwert einer Aktie des entsprechenden Teilfonds (der „Nettoinventarwert“) wird an jedem Bewertungstag in Übereinstimmung mit diesem Artikel 21 und dem Prospekt bestimmt.

(b) Der Nettoinventarwert wird gemäß Lux GAAP als Betrag pro Aktie angegeben und in Übereinstimmung mit den im in den Teilfondsbestimmungen angegebenen Methoden ermittelt, indem:

(i) erstens der Wert der Aktiva abzüglich Passiva des entsprechenden Teilfonds bestimmt wird (unter Berücksichtigung von Anpassungen, die der Fonds als notwendig oder sinnvoll erachtet);

(ii) zweitens der den Aktien des entsprechenden Teilfonds zuzuordnende Anteil an Aktiva und Passiva im Verhältnis zu den geleisteten Kapitalleistungen des entsprechenden Teilfonds festgestellt wird. Nötigenfalls sind hierzu Anpassungen vorzunehmen, um zusätzliche Vergütungen und Ausschüttungen, die im Zusammenhang mit den Aktien des entsprechenden Teilfonds stehen, zu berücksichtigen; und

(iii) schließlich die gesamten den Aktien des entsprechenden Teilfonds zugeordneten Aktiva und Passiva durch die Anzahl aller Aktien des entsprechenden Teilfonds am jeweiligen Bewertungstag geteilt werden.

(c) Die Bewertung der Aktiva und Passiva des Fonds wird in Übereinstimmung mit allgemein anerkannten Bewertungsgrundsätzen vorgenommen:

(i) flüssige Vermögenswerte werden zu deren Nominalwert zuzüglich aufgelaufener Zinsen bewertet;

(ii) Investments in Zielfonds werden gemäß aktuellem Bewertungsbericht des Zielfonds bewertet unter Berücksichtigung der zwischenzeitlich erfolgten Nettokapitalveränderungen; und

(iii) andere Investments und andere Vermögen und Vermögenswerte des Fonds werden in Übereinstimmung mit den anwendbaren, im Prospekt und/oder in den Teilfondsbestimmungen festgelegten Grundsätzen bewertet.

(d) Der AIFM ist zuständig und wird gewährleisten, dass die Bewertung der Anlagen des Fonds, entsprechend den Lux GAAP vorgenommen werden. In jedem Fall ist die Bewertung unabhängig vom Portfolio-Management vorzunehmen.

(e) Der Nettoinventarwert der Aktien wird den Aktionären nach dem betreffenden Bewertungstag, wie im Prospekt festgelegt, innerhalb einer gewissen Zeitspanne am Sitz des Fonds zugänglich gemacht.

(f) Die Berechnung des Nettoinventarwertes kann jederzeit vorübergehend aufgehoben werden, sofern nach angemessener Ansicht des Verwaltungsrates eine faire Bewertung der Vermögenswerte des Fonds gemäß den Bestimmungen im Prospekt aus Gründen, die außerhalb des Einflussbereiches des Fonds liegen, nicht durchführbar ist.

**Art. 22. Geschäftsjahr und Abschlussprüfer.**

(a) Das Geschäftsjahr des Fonds beginnt am (1. Januar) und endet am (31. Dezember desselben Jahres), mit Ausnahme des ersten Geschäftsjahres welches am Tag der Gründung des Fonds beginnt und am (31. Dezember 2016) endet.

(b) Die Jahresgeneralversammlung der Aktionäre bestimmt einen zugelassenen Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises agréé).

(c) Die Buchhaltung des Fonds wird gemäß den in Luxemburg allgemein anerkannten Rechnungslegungsnormen („Lux GAAP“). Vorbehaltlich und unter Einhaltung der geltenden Gesetze und Vorschriften ist der Verwaltungsrat befugt, die Rechnungslegungsnormen zu ändern und andere, in Luxemburg zulässige Bilanzierungsmethoden zu übernehmen, die nach Ansicht des Verwaltungsrats für den Fonds am besten geeignet sind. Diese Methoden werden im Prospekt beschrieben. Die tatsächlich vom Fonds gewählten Rechnungslegungsstandards werden den Investoren gemäß Artikel 8 (c) mitgeteilt oder zugänglich gemacht.

**Art. 23. Ausschüttungen.**

(a) Alle Ausschüttungen erfolgen gemäß den Bestimmungen dieser Satzung und des Prospekts.

(b) Im Rahmen der gesetzlichen Grenzen können im Ermessen des Verwaltungsrats Ausschüttungen vorgenommen werden.

(c) Der Verwaltungsrat beachtet die in den entsprechenden Teilfondsbestimmungen festgelegten Ausschüttungsgrundsätze.



(d) Ausschüttungen müssen in Euro oder in der Basiswährung eines Teilfonds zu der Zeit und an dem Ort ausgezahlt werden, der in regelmäßigen Abständen vom Verwaltungsrat festgelegt wird.

(e) Ausschüttungen dürfen nicht erfolgen, wenn der Nettoinventarwert hierdurch unter das gemäß dem Gesetz von 2007 erforderliche Mindestkapital fällt, wie in Artikel 5(h) weiter oben dargelegt.

#### **Art. 24. Dauer, Liquidation und Fusion der Teilfonds.**

(a) Der bzw. die Teilfonds können auf unbestimmte Zeit oder für einen bestimmten Zeitraum gegründet werden, wie in den entsprechenden Teilfondsbestimmungen festgelegt ist. Sollte ein Teilfonds für einen festen Zeitraum gegründet worden sein, so endet er automatisch zum Fälligkeitsdatum, das in den entsprechenden Teilfondsbestimmungen festgelegt ist.

(b) Der Verwaltungsrat kann mit Zustimmung der Investoren auch beschließen, einen Teilfonds zu liquidieren, wenn dessen Nettovermögen einen Betrag unterschreitet oder diesen noch nicht erreicht hat, der vom Verwaltungsrat als Mindestbetrag für diesen Teilfonds festgelegt wurde, um diesen auf eine wirtschaftlich effiziente Weise zu betreiben, oder wenn eine veränderte wirtschaftliche oder politische Situation diese Liquidierung rechtfertigen würden.

(c) Unter den gleichen Umständen wie oben beschrieben und sofern in den entsprechenden Teilfondsbestimmungen nicht anders festgelegt kann der Verwaltungsrat mit Zustimmung der Investoren beschließen, einen Teilfonds zu schließen und dessen Vermögenswerte in einen anderen bestehenden oder neuen Teilfonds oder in eine andere gemeinsame Anlage zu übertragen. Der Verwaltungsrat kann mit Zustimmung der Investoren die Zusammenlegung von zwei oder mehreren Teilfonds durchführen, wenn er der Ansicht ist, dass diese Vorgehensweise dem besten Interesse der Aktionäre der betreffenden Teilfonds entspricht. Den betroffenen Aktionären werden die relevanten Informationen zum neuen Teilfonds mitgeteilt.

(d) Werden die Vermögenswerte in einen anderen Organismus für gemeinsame Anlagen übertragen, so ist die Zusammenlegung nur für die Aktionäre des betreffenden Teilfonds bindend, die dieser Zusammenlegung ausdrücklich zugestimmt haben. Sollte der Verwaltungsrat dazu nicht befugt sein oder festlegen, dass dieser Beschluss den Aktionären zur Genehmigung vorgelegt werden sollte, so wird der Beschluss über die Liquidation oder Zusammenlegung eines Teilfonds stattdessen auf einer Generalversammlung der Aktionäre des entsprechenden Teilfonds gefasst. In diesem Fall wird der Generalversammlung der Aktionäre des Teilfonds ohne Anforderungen an das Quorum abgehalten. Die Auflösung kann mit den Stimmen der Aktionäre, die 50 % der auf dieser Generalversammlung vertretenen Aktien halten, beschlossen werden. Die Aktionäre werden vom Fonds mindestens einen Monat vor dem Datum des Inkrafttretens der Liquidation oder Zusammenlegung des Teilfonds über jeden Beschluss einer Liquidation oder Zusammenlegung informiert, um den Aktionären die Möglichkeit einzuräumen, die gebührenfreie und kostenlose Rücknahme oder Umtausch ihrer Aktien zu beantragen, bevor die Liquidation oder Zusammenlegung des Teilfonds erfolgt.

(e) Sobald der Beschluss getroffen wurde, einen Teilfonds zu liquidieren oder zusammenzulegen, ist die Ausgabe von Aktien dieses Teilfonds untersagt, und jede Ausgabe von Aktien entgegen diesem Verbot wird als null und nichtig angesehen.

#### **Art. 25. Auflösung und Liquidierung des Fonds.**

(a) Der Fonds kann nach Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre jederzeit aufgelöst werden, sofern die für eine Änderung der Satzung vorgeschriebenen Bedingungen eingehalten werden.

(b) Wenn das Aktienkapital geringer ist als zwei Drittel des in Artikel 5 (h) oben angegebenen Mindestkapitals, muss der Verwaltungsrat einer Generalversammlung der Aktionäre die Frage der Auflösung des Fonds vorlegen. In diesem Fall wird die Generalversammlung der Aktionäre ohne Anforderungen an das Quorum abgehalten, und die Auflösung kann mit den Stimmen der auf dieser Generalversammlung vertretenen Aktionäre, die 50 % der Aktien halten, beschlossen werden.

(c) Wenn das Aktienkapital geringer ist als ein Viertel des in Artikel 5 (h) oben angegebenen Mindestkapitals, muss der Verwaltungsrat einer Generalversammlung der Aktionäre die Frage der Auflösung des Fonds vorlegen. In diesem Fall wird die Generalversammlung der Aktionäre ohne Anforderungen an das Quorum abgehalten, und die Auflösung kann mit den Stimmen der auf dieser Generalversammlung vertretenen Aktionäre, die 25 % der Aktien halten, beschlossen werden.

(d) Sollte die Durchführung einer Generalversammlung der Aktionäre gemäß Artikel 25 (b) oder Artikel 25 (c) erforderlich sein, so wird dieser Generalversammlung der Aktionäre so einberufen, dass sie innerhalb eines Zeitraums von vierzig Tagen ab der Bewertung abgehalten wird, dass das Kapital niedriger als zwei Drittel oder ein Viertel des gesetzlich geforderten Mindestkapitals ist.

(e) Im Falle der Auflösung des Fonds wird eine Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren (die entweder natürliche oder juristische Personen sein können) durchgeführt. Die Liquidatoren sowie deren Befugnisse und Entschädigung werden von der Generalversammlung der Aktionäre ernannt bzw. beschlossen, auf welcher auch diese Liquidation beschlossen wurde, vorbehaltlich der Genehmigung durch die CSSF. Die Liquidation erfolgt gemäß den geltenden luxemburgischen Gesetzen.

(f) Die Nettoerlöse aus der Liquidation jedes einzelnen Teilfonds werden durch die Liquidatoren an die Aktionäre des entsprechenden Teilfonds gemäß den in Artikel 23 aufgeführten Regeln ausgeschüttet.

(g) Die Nettoerlöse können in Form von Sachleistungen ausgeschüttet werden.

**Art. 26. Konsolidierung / Aufteilung von Aktien.** Sofern dies für den Teilfonds nicht anderslautend festgelegt ist, kann der Verwaltungsrat Aktien verschiedener Klassen innerhalb eines Teilfonds konsolidieren oder die Aktien eines Teilfonds

in zwei oder mehr verschiedene Klassen aufteilen. Eine Konsolidierung oder eine Aufteilung kann auch durch die Generalversammlung der Aktionäre des betroffenen Teilfonds ohne Anforderungen an das Quorum und mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktien beschlossen werden.

**Art. 27. Änderung der Satzung.** Vorbehaltlich der vorherigen Genehmigung der luxemburgischen Aufsichtsbehörde, kann die Satzung von Zeit zu Zeit durch gemäß den Bestimmungen des Artikels 67-1 des Gesetzes von 1915 zu fassenden Aktionärsbeschluss geändert werden.

**Art. 28. Anwendbares Recht.** Sachverhalte, die durch die Satzung nicht geregelt sind, sind in Übereinstimmung mit dem Gesetz von 1915 sowie das Gesetz von 2007 festzulegen.

**Art. 29. Definitionen.** Die folgenden Definitionen bilden einen integralen Bestandteil der Satzung.

AIFMD	Richtlinie 2011/61/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 8. Juni 2011 über Alternative Investment Fondsmanager und die überarbeitete Richtlinie 2003/41/EG und 2009/65/EG und die Verordnungen (EG) Nr. 1060/2009 und (EU) No. 1095/2010.
Aktien	Die registrierte(n) Aktie(n) ohne Nennwert, die in einer beliebigen Klasse und in einem beliebigen Teilfonds ausgegeben wurden.
Aktionäre	Die Inhaber von Aktien des Fonds oder eines Teilfonds, die im Aktionärsverzeichnis des Fonds als Aktionäre geführt werden.
Beteiligung	Die Beteiligung eines Fondsinvestors an dem Fonds, die seine Rechte und Pflichten in Verbindung mit den von ihm gehaltenen Aktien und seinem Ausstehenden Commitment beinhaltet.
Bewertungstag	Der letzte Tag jedes Monats, sofern die Teilfondsbestimmungen keinen anderen Bewertungstag festlegen.
Gesetz von 2013	das luxemburgische Gesetz vom 12. Juli 2013 zu alternativen Anlageverwaltungsgesellschaften.
Investor(en)	Personen, die sich aufgrund einer Zeichnungsvereinbarung zum Erwerb von Aktien verpflichtet haben.
AIFM	Der Manager des Fonds, der als externer Verwalter alternativer Investmentfonds (AIFM) des Fonds im Sinne der AIFMD ernannt wurde.
Prospekt	Die neuste Fassung des Prospekts des Fonds, welcher entsprechend dem Gesetz von 2007 veröffentlicht wurde, einschließlich der regelmäßig geänderten entsprechenden Teilfondsbestimmungen.
Ausstehendes Commitment	Der Überschuss des (i) Commitments des Aktionärs über (ii) den Gesamtbetrag der Einlagen dieses Aktionärs (abzüglich gemäß Artikel 19 (b) (ii) an die Aktionäre zurückerstatteter Einlagen).
Teilfonds	Ein Teilfonds des Fonds.
U.S. Person	Die Bedeutung des Begriffes „U.S. person“ ist die, welche in „Regulation S“, gemäß revidierter Fassung, des „United States Securities Act of 1933“, gemäß revidierter Fassung (der „1933 Act“) definiert ist, oder in einer anderen Gesetzgebung welche in den Vereinigten Staaten von Amerika anwendbar wird und welche in der Zukunft „Regulation S“ oder den „1933 Act“ ersetzen wird, definiert ist.
VAG-Anleger	ein Anleger, der hinsichtlich des Erwerbs, Haltens und der Veräußerung der Aktien den Bestimmungen des deutschen Versicherungsaufsichtsgesetzes (sowie im Zusammenhang damit erlassenen Verordnungen, Verfügungen und aufsichtsbehördlichen Verlautbarungen) oder vergleichbaren Bestimmungen unterliegt.
Verwaltungsrat	der Verwaltungsrat des Fonds, der gemäß Artikel 50 ff. des Gesetzes von 1915 ernannt wird.
Zeichnungsver-einbarung	Der Vertrag, den der Fonds mit jedem einzelnen Investor in Verbindung mit der Zusage der Zeichnung einer bestimmten Anzahl an Aktien geschlossen hat.
Zulässiger Investor	Gemäß Artikel 2 des Gesetzes von 2007 entweder a) ein professioneller oder institutioneller Investor oder ein anderer Investor, der schriftlich bestätigt, dass er den Status eines sachkundigen Anlegers gemäß dem Gesetz von 2007 erfüllt und entweder mindestens 125.000 EUR in den Fonds investiert oder sich verpflichtet zu investieren oder einer Untersuchung durch ein Kreditinstitut im Sinne der Richtlinie 2006/48/EG, durch eine Wertpapierfirma im Sinne der Richtlinie 2004/39/EG oder durch eine Verwaltungsgesellschaft im Sinne der Richtlinie 2009/65/EG unterzogen wurde, die dem Investor genügend Sachverstand, Erfahrung und Wissen, um eine Anlage in den Fonds abschätzen zu können, bescheinigt oder b) eine Person, die in der Geschäftsleitung des Fonds mitwirkt.

Einer U.S. Person ist es verwehrt, Aktien des Fonds zu erwerben.

#### *Zeichnung und Einzahlung*

Partners Group Finance EUR IC Ltd., wie oben angegeben, zeichnet dreihundert zehn (310) Aktien in registrierter Form ohne Nennwert, und er stimmt zu, sie durch eine Bareinzahlung in Höhe von einunddreißig Tausend Euro (31.000,-EUR) vollständig zu zahlen.

Der Betrag in Höhe von einunddreißig Tausend Euro (31.000,- EUR) steht dem Fonds zur Verfügung, und die unterzeichnende Notarin hat einen Beleg für diesen Betrag erhalten.

#### *Kosten*

Die Aufwendungen, Kosten, Gebühren und Abgaben jeder Art, die der Fonds im Zusammenhang mit seiner Gründung tragen muss, werden auf zweitausend sechshundert Euro (EUR 2.600,-) geschätzt.

#### *Bescheinigung*

Die unterzeichnete Notarin bescheinigt, dass die Bedingungen von Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 betreffend die Handelsgesellschaften, wie abgeändert, erfüllt sind.

#### *Beschlüsse des einzigen Aktionärs*

Der einzige Aktionär, der das gesamte gezeichnete Kapital darstellt, hat nach Gründung des Fonds die folgenden Beschlüsse gefasst:

1. Als Verwaltungsräte werden die folgenden Personen gewählt:

a. Herr Sérgio RAPOSO, Manager, geboren am 21. August 1975 in Barreiro (Portugal), berufliche Adresse: 2, rue Jean Monnet, L-2180 Luxemburg;

b. Frau Dr. Helene MÜLLER-SCHWIERING, Rechtsanwältin, geboren am 30. November 1967 in Hörsholm (Dänemark), berufliche Adresse: 9, Place Clairefontaine, L-1341 Luxemburg; und

c. Herr Dr. Marc WICKI, geboren am 27. November 1973 in Zürich (Schweiz), berufliche Adresse: Zugerstrasse 57, CH-6341 Baar-Zug, Schweiz.

Sie sind gewählt bis zur Hauptversammlung des Jahre 2021.

2. PricewaterhouseCoopers, Société coopérative, mit Sitz in 2, rue Gerhard Mercator, L-2182 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 65477 eingetragen, wird zum zugelassenen externen Rechnungsprüfer (réviseur d'entreprises agréé) des Fonds ernannt. Das Mandat läuft bis zur Jahresgeneralversammlung 2017.

3. Als eingetragener Sitz des Fonds wird folgende Adresse festgelegt: 2, rue Jean Monnet, L-2180 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

WORAUF diese Urkunde in Luxemburg aufgenommen wurde, am Tag, wie er am Eingang zu dieser Urkunde genannt ist.

Nachdem die Urkunde der Bevollmächtigten der erschienenen Partei vorgelesen worden ist, die der Notarin durch Familiennamen, Vornamen, Familienstand und Wohnort bekannt ist, hat besagte erscheinende Person die vorliegende Urkunde zusammen mit der Notarin unterzeichnet.

Gezeichnet: Drauth, DELVAUX handelnd in Vertretung von GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 17 mars 2016. Relation: 1LAC/2016/8944. Reçu soixante-quinze (75.-) euros

*Le Receveur (signé): Paul MOLLING.*

Für gleichlautende Ausfertigung, ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Memorial C.

Luxemburg, den 22. März 2016.

Référence de publication: 2016083786/578.

(160050262) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mars 2016.

**AGR Trading (Lux) SICAV/SIF, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-2346 Luxemburg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 153.368.

#### CLOSURE OF LIQUIDATION

In the year two thousand and fifteen, on the eighteenth day of December.

Before Us Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg.

There Appeared:

Me Laura Macri, professionally residing in Luxembourg,

acting as special proxy of Aurelian Global Resources Ltd., a company established under the laws of Cayman Islands, having its registered office at c/o Codan Trust Company (Cayman) Limited, Cricket Square, Hutchins Drive, P.O. Box 2681, Grand Cayman KY1-1111, Cayman Islands and registered under number CT-163249, by virtue of a proxy given under private seal dated 16 December 2014, which, after having been signed *ne varietur* by the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be registered together therewith, being the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of AGR TRADING (LUX) SICAV/SIF (hereafter the "Company"), a société anonyme in liquidation having its registered office in Luxembourg (R.C.S. Luxembourg B 153.368), incorporated by Me Jean-Joseph Wagner, notary then residing in Sanem, on 31 May 2010, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, n° 1190 of 8 June 2010.

The proxyholder declared and requested the notary to state:

I. That the Sole Shareholder holds all the shares in issue in the Company, so that decisions can validly be taken by it on the items below.

II. That the items on which resolutions are to be passed are as follows:

#### *Agenda*

1. Review and acknowledgement of the report of the board of directors of the Company (the "Directors") on the activities of the Company for the period from 1 January 2014 to 18 December 2014;

2. Review and acknowledgement of the report of the auditor of the Company (the "Auditor") for the period from 1 January 2014 to 18 December 2014;

3. Approval of the Company's balance sheet, profit and loss account and accompanying notes for the period from 1 January 2014 to 18 December 2014;

4. Discharge to the Directors from further responsibilities in respect of the carrying out of their duties for the period from 1 January 2014 to 18 December 2014;

5. Presentation and approval of the report of the liquidator;

6. Presentation and approval of the report of the approved statutory auditor on the liquidation;

7. Discharge to be given to the liquidator with respect to the performance of his duties in relation to the liquidation;

8. Granting of a special power to the liquidator in relation to the closure of the liquidation of the Company and any related formalities;

9. Closing of the liquidation;

10. Designation of the place where the books and the corporate documents will be deposited and kept during five years.

III. The Company was dissolved and put into liquidation by a decision of the extraordinary shareholder's meeting of the Company held on 18 December 2014.

After having acknowledged and considered the above, the report of the board of directors of the Company, profit and loss account and accompanying notes, the reports of the liquidator and of the approved statutory auditor of the Company, were presented to the Sole Shareholder.

Consequently, the following resolutions have been passed:

#### *First resolution*

Having reviewed and acknowledged the report of the board of directors, the Company's balance sheet, the profit and loss accounts and accompanying notes and the report of the approved statutory auditor of the Company on the period from 1 January 2014 to 18 December 2014, the Sole Shareholder resolved to approve the accounts of the Company for the financial period from 1 January 2014 to 18 December 2014 (start date of the liquidation).

#### *Second resolution*

The Sole Shareholder resolved to grant discharge to the Directors for their mandate for the period from 1 January 2014 to 18 December 2014 (start date of the liquidation).

#### *Third resolution*

The Sole Shareholder acknowledged and resolved to approve the liquidation report prepared by Mr Michael Vareika, acting as liquidator of the Company.

#### *Fourth resolution*

The Sole Shareholder acknowledged and resolved to approve the report of the auditor to the liquidation, prepared by PricewaterhouseCoopers, société coopérative, the approved statutory auditor of the Company.

#### *Fifth resolution*

The Sole Shareholder resolved to grant discharge to the liquidator with respect to the performance of his duties in the liquidation.

*Sixth resolution*

The Sole Shareholder resolved to grant a special power to the liquidator after the expiration of its mandate as liquidator of the Company, in Luxembourg, to pay any remaining debt, to recover any receivable that would arise after the liquidation of the Company and to distribute to the Sole Shareholder any remaining cash balance.

*Seventh resolution*

The Sole Shareholder resolved to close the liquidation of the Company.

*Eight resolution*

The Sole Shareholder resolved that the corporate documents and books of the Company be kept for a period of five years at the offices of Citco Fund Services (Luxembourg) S.A., with registered office at Carré Bonn, 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that the present deed is worded in English.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day before mentioned.

Having been read to the appearing person who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, the said appearing person signed together with the notary the present original deed.

Signé: L. MACCRI et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 28 décembre 2015. Relation: 1LAC/2015/41916. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

*Le Receveur (signé): P. MOLLING.*

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 10 mars 2016.

Référence de publication: 2016076984/84.

(160043475) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

---

**RTD Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 76.269.843,00.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 9, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 202.197.

Il résulte des résolutions de l'associé unique de la Société prises le 20 janvier 2016 qu'il a été décidé:

- de nommer, M. Jan Craps, président de Labatt Brewing Company Limited au Canada, né le 4 septembre 1977 à Asse, Belgique, ayant son adresse professionnelle au 631 St Germain Avenue, Toronto, Ontario, Canada M5M 1X8, en tant que gérant de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée;

- de nommer, M. Michael Gregoris, vice président du département des finances de Labatt Brewing Company Limited, né le 19 juillet 1981 à Etobicoke, Ontario, Canada, ayant son adresse professionnelle au 45 Joseph Duggan Road, Toronto, Ontario, Canada M4L 3X5, en tant que gérant de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée;

- de nommer, M. Pedro Mariani, general counsel d'Ambev S.A., né le 29 octobre 1966 à Belo Horizonte - MG - Brésil, ayant son adresse professionnelle au 1/017 Rua Doutor Renato Paes de Barros, 3<sup>ème</sup> étage, Sao Paulo, Brésil 04530-001, en tant que gérant de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée; et

- de nommer, Mme Clare Smith, general counsel de Labatt Brewing Company Limited, née le 19 juin 1968 à Grahams-town, Cape, Afrique du Sud, ayant son adresse professionnelle au 152 Browning Avenue, Toronto, Ontario, Canada M4K 1E5, en tant que gérante de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

En conséquence, le conseil de gérance de la Société est, au 20 janvier 2016, constitué des personnes suivantes:

- M. Jan Craps

- M. Michael Gregoris

- M. Pedro Mariani

- Mme Clare Smith

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 février 2016.

Référence de publication: 2016062565/28.

(160023498) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2016.

---



**UniInstitutional Basic Global Corporates IG, Fonds Commun de Placement.**

Das koordinierte Verwaltungsreglement, welches am 5. Februar 2016 in Kraft tritt, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 5. Februar 2016.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2016064886/10.

(160026666) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2016.

**Boni Mores S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1453 Luxembourg, 4, route d'Echternach.

R.C.S. Luxembourg B 193.928.

*Constatation de cession de parts sociales*

La gérance constate, qu'en vertu d'une cession de parts sociales sous seing privé du 1<sup>er</sup> décembre 2015, Monsieur Tiago Manuel DIAS COELHO, né le 19 mars 1977 à Carnaxide, Oeiras (Portugal), demeurant à P-2825-28S Costa Caparica, 2, rua Miguel Torga a cédé 35 (trente-cinq) parts sociales qu'il détenait dans la société BONI MORES SARL, société à responsabilité limitée, ayant son siège social à L-1453 Luxembourg, 4, route d'Echternach, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B193928 à Monsieur Antonio José CORREIA MARQUES, né le 28 avril 1957 à Santa Comba Dão (Portugal), demeurant à L-5361 Schrassig, 8, rue de Siegelsbach,

de même pour Monsieur Ricardo Nuno CHAVES FERNANDES, né le 15 octobre 1968 à Funchal (Portugal), demeurant à P-2650-325 Amadora, 5-1, rua Damião de Góis qui a cédé 35 (trente-cinq) parts sociales qu'il détenait dans la société BONI MORES SARL, société à responsabilité limitée, ayant son siège social à L-1453 Luxembourg, 4, route d'Echternach, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B193928 à Monsieur Antonio José CORREIA MARQUES, né le 28 avril 1957 à Santa Comba Dão (Portugal), demeurant à L-5361 Schrassig, 8, rue de Siegelsbach.

La gérante Madame Maria Cidália ANTUNES E COSTA, né le 15 novembre 1958 à Tondela (Portugal), demeurant à L-5361 Schrassig, 8, rue de Siegelsbach, agissant en tant que gérante de la société BONI MORES SARL, dûment autorisée à engager la société vis-à-vis des tiers par sa seule signature, déclare accepter, au nom et pour compte de la Société, les 2 cessions de 35 parts sociales chacune en faveur de Monsieur Antonio José CORREIA MARQUES.

Suite à cette cession, les 105 (cent-cinq) parts sociales représentatives du capital social de la société à responsabilité limitée "BONI MORES SARL" sont détenues comme suit:

M. Antonio José CORREIA MARQUES ..... 105 parts

La soussignée, Madame Maria Cidália ANTUNES E COSTA considère la présente cession comme dûment signifiée à la Société, conformément aux dispositions de l'article 1690 du Code Civil, respectivement de l'article 190 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée.

Fait en double exemplaire à Luxembourg, le 20 janvier 2016.

*Pour la Société*

Mme Maria Cidália ANTUNES E COSTA

Référence de publication: 2016054893/32.

(160014692) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 janvier 2016.

**DFT Invest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 142.957.

*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue le 21 janvier 2016:*

1) L'Assemblée décide d'accepter la démission, avec effet immédiat, de leur poste d'administrateur de la société, de Monsieur Danièle MARAZZA, Monsieur Jean-Pierre HIGUET et Monsieur Alain NOULLET.

2) L'Assemblée décide de nommer administrateurs de la société:

- Monsieur Daniel Galhano, né le 13/07/1976 à Moyeuve-Grande (France) et demeurant professionnellement au 5, Rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg;

- Monsieur Laurent Teitgen, né le 05/01/1979 à Thionville (France) et demeurant professionnellement au 5, Rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg;

- La société SECURED INTERNATIONAL TRANSACTIONS SERVICES S.A. (en abrégé SITS S.A.) (anciennement CAPITAL OPPORTUNITY S.A.) (R.C.S. Luxembourg B149.718), ayant son siège social au 5, Rue de Bonnevoie, L-1260



Luxembourg avec Monsieur Laurent Teitgen, demeurant au 5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg, comme représentant permanent de la société.

Pour une période débutant ce jour et venant à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle des Actionnaires de la Société devant se tenir en 2021.

3) L'Assemblée décide de nommer Président du Conseil d'Administration de la société:

- Monsieur Daniel Galhano, né le 13/07/1976 à Moyeuve-Grande (France) et demeurant professionnellement au 5, Rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg.

Pour une période débutant ce jour et venant à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle des Actionnaires de la Société devant se tenir en 2021.

4) L'Assemblée décide d'accepter la démission du Commissaire aux comptes, la société DATA GRAPHIC S.A. (R.C.S. Luxembourg B 42.166), avec effet immédiat.

5) L'Assemblée décide de nommer comme Commissaire aux comptes;

- La société REVISORA S.A. (R.C.S. Luxembourg B 145.505) ayant son siège social au 60, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg.

Pour une période débutant ce jour et venant à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle des Actionnaires de la Société devant se tenir en 2021.

6) L'Assemblée décide de transférer le siège social de la société au 5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DFT INVEST S.A.

Référence de publication: 2016055008/36.

(160014204) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 janvier 2016.

**F.G.G. S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 61.994.

—  
EXTRAIT

L'Assemblée Générale accepte, avec effet à la date du 27 Juillet 2015, de renouveler un administrateur, à savoir:

- Monsieur Claude ZIMMER, administrateur, né le 18 Juillet 1956 à Luxembourg (Luxembourg), domicilié professionnellement au 50, rue Charles Martel L-2134 Luxembourg (Luxembourg).

Son mandat d'administrateur expirera lors de l'Assemblée Générale qui se tiendra en l'année 2017.

L'Assemblée Générale accepte, avec effet à la date du 27 Juillet 2015, de renouveler le commissaire aux comptes, à savoir:

- Zimmer & Partners S.A., commissaire aux comptes, domicilié professionnellement au 50 rue Charles Martel L-2134 Luxembourg, enregistré auprès du Registre de Commerce et de Société Luxembourg sous le numéro B 151.507.

Le mandat de commissaire aux comptes expirera lors de l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2017.

Extrait sincère et conforme

*Un mandataire*

Référence de publication: 2016055061/19.

(160014258) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 janvier 2016.

**Mac Bim S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 183.945.

L'an deux mille quinze,

le vingt-neuf décembre,

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM, Grand-Duché de Luxembourg),

s'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de «Mac Bim S.A.» (la «Société»), une société anonyme, établie et ayant son siège social actuel au 1, rue de Drosbach, L-3372 Leudelange, constituée suivant acte notarié du 9 janvier 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 774 du 26 mars 2014.

La Société est inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 183 945.

Les statuts de la Société n'ont jamais été modifiés.

La séance est déclarée ouverte et est présidée par Monsieur Olivier Kuchly, expert-comptable, avec résidence professionnelle à Strassen, Monsieur le Président désigne comme secrétaire Brendan D. Klapp, employé privé, avec résidence professionnelle à Belvaux,

L'assemblée élit comme scrutatrice Madame Valérie Salvetti, employée privée, avec résidence professionnelle à Strassen.

Les actionnaires présents à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence, après avoir été signée «ne varietur» par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Le Président expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

*Ordre du jour:*

- 1.- Transfert du siège social de la Société de la commune de Leudelange vers la Ville de Luxembourg;
- 2.- Fixation de la nouvelle adresse de la Société au 25C, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg;
- 3.- Modification afférente de l'article deux (2) des statuts de la Société, afin de refléter le changement du siège de la Société;

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social, fixé à QUATRE-VINGT-DIX MILLE EUROS (90'000.- EUR) représenté par cent cinquante (150) actions, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires DECIDE de transférer le siège social statutaire et administratif de la Société de la commune de Leudelange vers la Ville de Luxembourg et de fixer sa nouvelle adresse au 25C, boulevard Royal L-2449 Luxembourg.

*Deuxième résolution*

Afin de refléter ledit changement et du siège social, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires DECIDE de modifier le premier alinéa de l'article deux (2) des statuts de la Société, pour lui donner la teneur suivante:

**Art. 2. (Premier alinéa).** «Le siège social est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg».

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, passé à Strassen, Grand-Duché de Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation donnée par le notaire, les comparants prémentionnés ont signé avec Nous notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: O. KUCHLY, B.D. KLAPP, V. SALVETTI, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 30 décembre 2015. Relation: EAC/2015/31448. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

*Le Receveur (signé):* SANTIONI.

Référence de publication: 2016008498/56.

(160008162) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2016.

---

**RZ Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1430 Luxembourg, 6, boulevard Pierre Dupong.

R.C.S. Luxembourg B 177.988.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016071239/10.

(160034758) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2016.

---